

BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

TOGO 2013



AFRICAN
MEDIA
BAROMETER

Française/English

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG



BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique



TOGO 2013

Version Française

Publié par/ Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 417500
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia-africa.org
Director: Mareike Le Pelley

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. 978-99945-77-05-7

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.

The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ 05

SECTEUR 1 11

La liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, est effectivement protégée et valorisée.

SECTEUR 2 23

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

SECTEUR 3 37

La régulation de la radiodiffusion et télévision est transparente et indépendante; le diffuseur de l'Etat se transforme en véritable diffuseur publique.

SECTEUR 4 45

Le media pratique un niveau élevé des normes professionnelles.

LA VOIE À SUIVRE 55

ENGLISH 57

English Version
African Media Barometer Togo 2013

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatique sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'BMA est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (*fesmedia Africa*) a créé le Baromètre des Médias Africains (BMA) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports BMA sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*).

Méthodologie et système de notation

Tous les trois à quatre ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant 1 jour ½, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 39 indicateurs prédéterminés.

La réunion sera présidée par un modérateur indépendant et expérimenté concernant la méthodologie du BMA qui veillera à s'assurer que les résultats sont d'une qualité standardisée. Les résultats de la discussion seront résumés par un rapporteur et communiqués au public une fois que les panélistes les auront validés.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports trisannuels ou quadriennaux mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée.

Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung. En 2009 et encore en 2013 les indicateurs ont été retouchés, renouvelés, on a ajouté de nouveaux indicateurs et quelque uns ont été remplacés.¹

Vers la fin de 2013, le BMA avait déjà eu lieu dans 30 pays africains, dont certains d'entre eux pour la cinquième fois.

Zoe Titus
Directeur Regional
Institut des Médias
d'Afrique du Sud
Windhoek, Namibie

Mareike Le Pelley
Directrice du projet
fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek, Namibie

¹ Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédents n'est plus possible.



30 pays du BMA (2005-2013)

Baromètre des médias en Afrique TOGO 2013

Résumé

La Constitution togolaise garantit la liberté d'expression en général, et la liberté de la presse en particulier. L'une des dispositions de l'article 26 de cette constitution stipule notamment : « toute personne a la liberté d'exprimer et de diffuser par parole, écrit, ou tous autres moyens, ses opinions ou les informations qu'elle détient, dans le respect des limites définies par la loi ».

Des lois viennent renforcer cette protection de la liberté d'expression. On peut citer le Code de la presse, la loi organique relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), ou la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique, qui a été ratifiée par le Togo.

Cependant, toutes les lois nationales, à l'instar de la Constitution, fixent des limites à la liberté d'expression. Celle-ci ne doit s'exercer que dans le cadre de dispositions fixées par les lois et règlements.

Des citoyens peuvent dénoncer des actes de mal gouvernance, bien que certains d'entre eux se soient retrouvés en prison pour avoir usé de leur droit à la liberté d'expression. Cela est surtout vrai dans le domaine politique, où l'on peut citer, à titre d'exemple, le cas de deux opposants, Olivier Amah et Abbas Kaboua qui sont actuellement en détention.

La liberté d'expression relative est surtout perceptible dans la capitale, Lomé. Dans l'arrière pays, les populations vivent dans une atmosphère de parti unique, où l'administration prend fait et cause pour le régime en place.

Sur le terrain par contre l'exercice du droit à la liberté d'expression connaît des limites. Il y a bien des avancées, symbolisées par la libéralisation de l'espace médiatique. Les médias peuvent en principe s'exprimer librement, mais des limites leur sont fixées, concernant notamment la vie privée des citoyens. Même le Code de la Presse évoque en son article 2 les « impératifs de la défense nationale et de la sécurité... »

La tendance au Togo est de ratifier les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté de la presse. Mais l'application ne suit pas toujours. Par exemple, la Constitution réprime la torture conformément à certains instruments internationaux, mais en pratique aucune peine n'est prévue dans le code pénal contre les contrevenants.

En matière de publication écrite, aucune autorisation préalable n'est requise, et aucune loi n'oblige les journalistes à révéler leurs sources. Par contre, l'accès

à l'information publique est encore limité, même si des efforts sont faits. Le budget de l'Etat est mis en ligne, mais les chiffres sur l'exécution des différentes lignes ne sont pas toujours disponibles. Le Code de la Presse restreint l'accès aux informations relatives « à la sécurité de l'Etat, à la défense nationale, au secret professionnel et à la vie privée des individus ».

Il n'y a pas de lois permettant à l'Etat de contrôler les sites web et les blogs dont la création est libre. Néanmoins, les pouvoirs publics ont parfois tenté de contrôler les mails, surtout à l'approche de la proclamation d'élections.

Au Togo, la société civile n'est pas indifférente au sort de la presse. Il est arrivé qu'elle participe activement, par des manifestations, à la défense de la liberté de la presse. Mais cette synergie est encore insuffisante et des progrès restent à faire.

L'Etat légifère sur les médias sans une réelle concertation. Ce sont surtout les organisations de la société civile et des médias qui sont proches du régime en place qui sont consultées.

Le Togo compte au moins 85 stations de radio, une dizaine de stations de télévision privées en plus du réseau national, et plus de cent publications qui paraissent presque toutes à Lomé, la capitale. Dans les faits, seuls environ 25 titres paraissent régulièrement. Le coût moyen d'un quotidien est de 250 CFA (0,5 dollar US), ce qui est relativement cher même si le salaire minimum est passé, depuis 2010, de 28000 CFA (56 dollars US) à 35000 CFA (70 dollars US). Les autres principales sources d'information sont l'Internet dont la connexion n'est pas toujours stable, et le téléphone portable qui connaît beaucoup de succès.

En principe, les citoyens peuvent accéder aux médias internationaux, mais il arrive que l'Etat interdise, par exemple, l'hebdomadaire Jeune Afrique ou brouille le signal de Radio France Internationale.

Il y a un quotidien, Togopresse, qui est publié par l'Etat et qui ne jouit pas de l'indépendance éditoriale. Les autorités interviennent dans le contenu et l'information favorable à l'opposition a du mal à y trouver place.

Au Togo, les propriétaires des organes de presse ne sont pas toujours connus du grand public, à deux ou trois exceptions près, d'où la difficulté de savoir s'il y a des concentrations ou des monopoles. La loi exige que la majorité de propriété d'un organe de presse soit détenue par des personnes morales ou physiques de nationalité togolaise.

Les médias sont économiquement fragiles au Togo. Des médias naissent et disparaissent régulièrement. L'aide que l'Etat alloue à la presse est aujourd'hui de 75 millions CFA (150000 dollars US) alors qu'elle était de 350000 CFA en 2010 (700000 dollars US).

Au plan du contenu, la voix des femmes est de plus en plus prise en compte, mais hélas l'approche observée renforce les stéréotypes en défaveur des femmes. C'est à la radio que l'on a le plus de diversité. Les minorités y sont représentées avec l'utilisation des langues locales.

La politique domine le contenu des médias. Il y a très peu de sujets d'investigation, souvent par manque d'expertise dans les organes de presse, ou tout simplement par manque de moyens. Alors, en particulier dans l'audiovisuel, on a recours à la musique pour faire du remplissage.

L'Etat n'a pas une politique cohérente des TIC. Ce sont surtout les privés qui tentent de développer des centres multimédias communautaires à l'intérieur du pays.

Le marché de la publicité est plutôt étroit, même s'il n'existe pas de chiffres fiables. C'est un des facteurs de la fragilisation des médias. Le gouvernement utilise ce canal pour influencer le contenu des médias, et seuls les organes de presse bien-pensants reçoivent les annonces de l'Etat.

Il existe une législation sur l'audiovisuel, qui comprend notamment le Code de la Presse et la loi organique portant création de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Cet organe est dominé par des nominations politiques et n'est pas indépendant. Il est peu enclin à sanctionner les manquements dans l'audiovisuel public. Pourtant, il est arrivé que la justice déboute la HAAC et lui demande de rétablir l'organe de presse sanctionné dans ses droits.

Le diffuseur public n'a pas réellement de conseil d'administration. C'est un prolongement des services de l'Etat et les responsables sont sous l'influence du ministre de tutelle et appartiennent à la même sensibilité politique. Il est arrivé que des reportages soient retirés de l'antenne, probablement parce qu'ils ne convenaient pas au régime en place.

Le budget du diffuseur public fait partie intégrante du budget de l'Etat. Même les recettes publicitaires sont reversées dans les caisses de l'Etat, selon le principe de l'unité de caisse. Les montants alloués aux différents organes du diffuseur public sont dérisoires. Pour le budget 2013, il est prévu 343 millions CFA (686 000 dollars US) pour la TVT, et 28 millions CFA (56000 dollars US) pour *Radio Lomé* et *Radio Kara*.

Dans ces conditions, il est difficile de produire de bonnes émissions variées et d'intérêt public. Le diffuseur public fait cependant de gros efforts et diffuse des reportages de ses correspondants dans les régions.

La presse écrite par exemple à un tirage très faible. Le champion, Togopresse (quotidien public) tire à 12000 exemplaires, alors que tous les autres ne dépassent

guère 2500. Les normes professionnelles ne sont pas toujours respectées. La course aux scoops pousse souvent à se contenter des rumeurs et à ne pas prendre le temps de vérifier les faits. Il y a même parfois des règlements de compte par presse interposée, ou du parti pris manifeste dans le traitement de l'information. Tout cela fait perdre de la crédibilité aux médias.

Il existe un code de déontologie sous l'égide de l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), une instance formée par les médias eux-mêmes. Celui-ci émet des avis sur les manquements à la déontologie, et tente parfois des médiations en cas de conflit avec des tiers ou au sein des médias. Il publie un communiqué sur le résultat de ses démarches.

Les journalistes sont mal payés au Togo. Dans une radio privée comme Kanal FM par exemple, les salaires varient entre 25000 CFA (50 dollars US) et 70000 CFA (140 dollars US). Il n'y a pas de convention collective pour les acteurs de la presse et un journaliste qui proteste peut s'entendre dire qu'il peut aller voir ailleurs s'il trouve mieux. Les journalistes survivent essentiellement grâce au « communiqué final » (dessous de table) qu'ils perçoivent quand ils vont faire des reportages. Il n'y a généralement pas de fiche de paie dans le privé.

Il y a des associations de journalistes. Dans le public, certains journalistes adhèrent même à des syndicats. Par contre dans le privé, les patrons ignorent ces syndicats.

Au Togo, la notion de corruption dans les médias est assez ambiguë. Par exemple, les organisations de la société civile paient les médias pour la couverture de leurs événements mais estiment que ce n'est pas de la corruption. Ce point de vue est défendu par les acteurs des médias. Ils estiment qu'ils n'ont pas les moyens de se rendre sur les lieux de reportage et que c'est normal que les promoteurs des événements les aident. La difficulté, c'est qu'il arrive que l'argent soit remis à un organe de presse pour la couverture d'un événement, sans que le reportage ne soit diffusé par la suite. Il existe même un barème officiel de 25000 CFA (50 dollars US), fixé par les patrons de presse, pour tout événement à couvrir. Apparemment, seule une radio privée, *Nana FM*, interdit à ses journalistes de prendre de l'argent pour les reportages.

L'autocensure est une pratique courante dans les médias privés au Togo. Il s'agit souvent de ne pas porter atteinte aux intérêts du patron. Ainsi, on veille à ne pas s'en prendre à ses amis et à ses intérêts matériels et moraux. Il ne faut pas non plus s'attaquer à ceux qui font des annonces dans l'organe de presse.

Il y a bien des structures de formation des journalistes au Togo, mais elles ne sont pas encore parvenues à former une masse critique de journalistes pour relever le niveau général de la pratique du métier. Du reste, ceux qui sont formés ne restent pas longtemps dans la profession.

Le secteur des médias est encore dominé par les hommes au Togo, bien que les femmes aient fait de réels progrès en particulier dans des radios comme *Nana FM* (qui appartient aux nanas benz) ou *Kanal FM*. Il n'y a pas de discrimination perceptible contre les minorités ethniques ou religieuses, ni contre les handicaps physiques.



SECTEUR 1:

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.



La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.

La liberté de presse est reconnue et garantie par l'Etat. Elle est protégée par la loi. Un consensus général s'est dégagé chez les panélistes dans ce sens. Ils l'illustrent en citant les articles 25 et 26 de la constitution du Togo. L'article 25 stipule que « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion, de culte, d'opinion et d'expression ». Cela sera renforcé par l'article 26. L'une de ses dispositions indique que « toute personne a la liberté d'exprimer et de diffuser par parole, écrit ou tous autres moyens, ses opinions ou les informations qu'elle détient dans le respect des limites définies par la loi ».

Outre la constitution, d'autres lois garantissent la liberté d'expression et celle des médias. Un panéliste signale que le code de la presse et de la communication reconnaît en son article 1 la liberté de la presse écrite et de la communication audiovisuelle. Mais l'article 2, souligne un panéliste, en précise les limites en stipulant que « la liberté s'exerce dans le respect notamment de la déontologie en matière d'information et de communication, de la dignité de la personne humaine, de la libre entreprise, du pluralisme des courants de pensée et d'opinion, des impératifs de la défense nationale et de la sécurité, des besoins du service public, de la nécessité du développement d'une industrie de production audiovisuelle ». La loi organique relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) reprend les mêmes termes en son article 3, ce qui conforte certains panélistes dans leur idée que la liberté d'expression et la liberté des médias sont garanties par les textes mais qu'elles ne s'exercent que dans le respect de dispositions déjà bien fixées. Dans le domaine de la liberté d'expression et de la liberté de presse, des panélistes estiment que les textes sont inspirés des instruments internationaux comme la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique dont le premier titre garantit la liberté d'expression et d'information.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	□ □ □ □ □ □ □ □ □ □
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	□ □ □ □ □ □ □ □ □ ✓
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	□ □ □ □ □ □ □ □ ✓ □
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	✓ □ ✓ □ ✓ □ □ □ □ □ □
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	□ ✓ □ ✓ □ ✓ □ ✓ □ □

Moyenne de l'indicateur:

4.2 (2010 = 4.5)

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Le Togo s'est inscrit dans un processus démocratique et de libéralisation de l'espace médiatique qui, selon certains membres du panel, a favorisé des avancées dans l'exercice du droit à la liberté d'expression chez les citoyens et les journalistes. Des citoyens peuvent dénoncer des actes qui portent préjudice à la bonne gouvernance. Une panéliste cite les cas de Olivier Hama et de Abass Kaboua, deux hommes politiques opposants au régime actuellement en prison. Mais, précise un panéliste, si « le citoyen évolue dans le système, il lui est difficile de s'exprimer sans crainte ». La plupart des Togolais qui usent de leur droit à la liberté d'expression pour critiquer ouvertement le régime sans crainte sont dans la diaspora.

En participant aux émissions de libre antenne dans les radios privées, les citoyens ont la possibilité de se « défouler sans crainte », selon les termes d'un panéliste. Mais cela ne semble se limiter qu'à Lomé, la capitale du pays, car, argumente un panéliste, les citoyens des régions de l'intérieur ont l'impression d'être encore à l'ère du parti unique¹. Il leur est difficile de jouir du droit à la liberté d'expression. A l'intérieur, un panéliste souligne que « le préfet est dur, on ne peut même pas se réunir ».

« le préfet est dur, on ne peut même pas se réunir »

Si en dehors de la capitale, certains citoyens des régions de l'intérieur « vivent dans la peur de parler sans crainte », les journalistes ne peuvent pas non plus exercer leur droit à la liberté d'expression sans crainte. En effet, des agressions fréquentes sont notées contre eux, certaines étant le fait des forces de l'ordre. Un panéliste explique cette situation par le fait que souvent, un journaliste peut

¹ Le Togo a connu un parti unique, le rassemblement du peuple togolais (rpt), de 1969 à 1991.

1.3 Il n'y a pas de lois ou partie de lois, limitant la liberté d'expression telles que des lois excessives sur les secrets d'État et les délits de presse, ou des lois/ des exigences juridiques qui empêchent l'entrée dans la profession de journaliste, ou des lois qui empiètent de manière déraisonnable sur les fonctions des médias.

Les journalistes peuvent exercer leur droit à la liberté d'expression. Mais des limites leur sont imposées par la loi qui leur interdit de s'attaquer à la vie privée des citoyens. L'article 2 du code de la presse souligne que la liberté de la presse s'exerce dans le respect « de la déontologie en matière d'information et de communication, de la dignité de la personne humaine, de la libre entreprise, du pluralisme des courants de pensée et d'opinion, des impératifs de la défense nationale et de la sécurité, des besoins du service public, et de la nécessité du développement d'une industrie de production audiovisuelle ».

La loi organique qui porte le numéro 2009-029 autorisant la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) à saisir les juridictions compétentes qui prononcent des sanctions en cas d'inobservation de ses recommandations, décisions et mises en demeure par les titulaires des récépissés de parution des publications nationales, est considérée comme limitant la liberté d'expression. Six de ses dispositions sont invalidées par la cour constitutionnelle qui les considère comme non conformes à la constitution du pays.

Le vote de la « loi Bodjona », du nom de l'ancien ministre de l'Administration territoriale et des Collectivités locales Pascal Bodjona, donne au Togo un cadre législatif réglementant les manifestations sur les lieux publics. Cela met également fin à ce qu'un panéliste considère comme un vide juridique sur la réglementation des manifestations publiques. Pendant longtemps, ce vide juridique favorisait « les accrochages » entre manifestants et forces de l'ordre.

Le texte stipule qu'il faut une autorisation pour organiser une manifestation publique. « Quand une loi peut autoriser, elle peut également refuser. C'est l'existence d'un vide juridique qui posait problème, mais il n'y a pas d'obstacles sur la loi dans la mesure où son étude approfondie nous renseigne qu'elle peut autoriser et restreindre », argumente un panéliste.

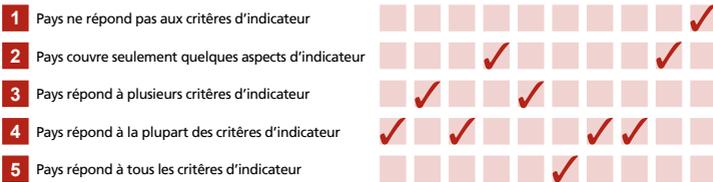
Les positions des uns et des autres laissent apparaître une différence d'interprétation de l'article 5 de cette loi. Même s'il stipule que « *les manifestations publiques sont soumises à la déclaration* », certains estiment qu'il s'agit dans la pratique d'une autorisation. A chaque fois qu'une demande est déposée auprès de l'autorité, une somme de 5000 CFA (10 dollars US) est également payée pour obtenir l'autorisation. Il arrive que l'autorité change l'itinéraire.

En ce qui concerne les secrets d'Etat, aucune loi n'empêche leur diffusion. « Mais tout est secret d'Etat dans la pratique », tient à préciser un panéliste. Il y a souvent des poursuites contre les médias sur des questions de diffamation, ce qui a un impact négatif sur la liberté d'expression.

Selon les termes de l'article 54 du code de la presse et de la communication, « est journaliste, toute personne qui a pour occupation principale, régulière, et rétribuée, la recherche, la collecte, la sélection, l'exploitation, la publication et la présentation de l'information dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques, dans une ou plusieurs entreprises de communication audiovisuelle, dans une ou plusieurs agences de presse ou dans un service d'information ». Si la loi définit ainsi la qualité du journaliste, l'entrée dans la profession reste très ouverte. Un panéliste estime qu' « on y entre comme à l'épicerie ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.2 (2010=n/a)

1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté de presse.

De la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme aux conventions internationales, le Togo s'efforce de ratifier les instruments régionaux et internationaux. Un panéliste estime que le « Togo ratifie tout », mais dans la pratique, le pays ne joint pas l'acte à la parole. L'exemple récent fourni est celui du comité de lutte contre la torture qui a souligné l'absence de signaux concrets du pays pour respecter ses engagements en la matière. L'article 21 de la constitution stipule que « la personne humaine est sacrée et inviolable. Nul ne peut être soumis à la torture ou à d'autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Mais la torture existe dans le pays, « même si elle n'est pas physique ». La constitution prévoit l'infraction de torture, mais le code pénal ne prévoit aucune peine contre un auteur, indique un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>											
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>											
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>											
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>											

Moyenne de l'indicateur: 2.4 (2010 = 3.3)

1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Une unanimité presque générale s'est dégagée sur les dispositions de l'article 14 du code de la presse et de la communication qui ne mentionne pas d'autorisation préalable des pouvoirs publics pour créer une publication écrite. « Toute publication nationale est soumise, aux fins de l'obtention d'un récépissé, à une déclaration faite par écrit, signée par le directeur de publication qui doit être de nationalité togolaise et jouir de ses droits civils et politiques », indique l'article 14.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>											
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>											
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>											
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur: 3.5 (2010 = 3.3)

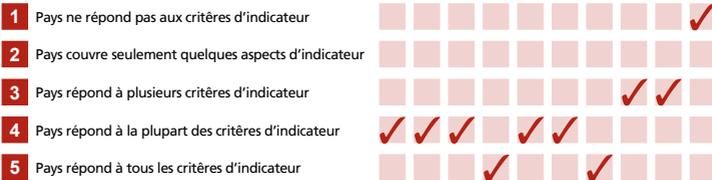
1.6 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et / ou par les tribunaux.

Aucune loi n'oblige un journaliste à révéler ses sources, ce qui permet une protection des sources confidentielles d'information. Certains panélistes citent l'article 67 du code de la presse et de la communication comme une garantie légale de la protection des sources confidentielles d'information. « *Le journaliste*

ou le technicien de la communication ne peut être obligé de révéler ses sources », stipule l'article 67 du code. Même dans le cas d'un procès, le journaliste peut refuser de révéler sa source.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **3.7 (2010 = 2.5)**

1.7 L'information publique est facilement accessible et garantie par la loi à tous les citoyens.

Dans la plupart des administrations, les données publiques sont traitées et considérées comme des données privées. Le panel estime qu'il reste encore des efforts à faire pour favoriser l'accès à l'information publique même si un membre révèle que chaque année, le projet de budget de l'Etat est mis en ligne. Le manque d'organisation et les séquelles de la longue dictature du pays font que les données publiques sont toujours difficiles d'accès. Il y a une opacité qui bloque l'accès des citoyens à l'information. « On nous donne des informations, mais pas toutes les informations », souligne un panéliste qui regrette que même la cour des comptes ne parvient pas à donner les informations de façon transparente. « Il y a une méfiance et une crainte de politisation qui font que l'information la plus banale est conservée », déclare un panéliste. Il cite l'exemple d'un ministre qui liste les chantiers de route dans des localités, mais pas le budget pour chacun d'entre eux. « Il craint une politisation s'il donne des chiffres », dit-il.

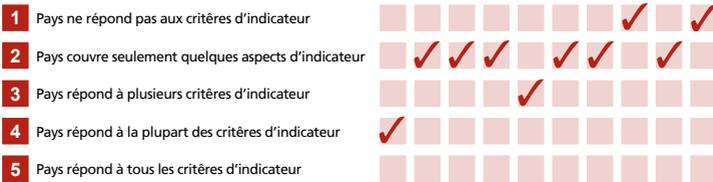
« Il y a une méfiance et une crainte de politisation qui font que l'information la plus banale est conservée »

Dans la fonction publique, la situation ne s'est guère améliorée avec l'obligation de réserve imposée aux agents. Des informations reçues d'un panéliste indiquent qu'une ordonnance de 1968 abrogée par la loi sur le statut général de la fonction publique promulguée le 21 janvier 2013 impose l'obligation de réserve aux fonctionnaires. Selon cette loi, un agent en poste rend compte à son supérieur qui seul a le pouvoir de donner une information.

Les journalistes estiment que l'article 71 du code de la presse garantit aux journalistes l'accès aux sources d'information. Mais l'article précise en ces termes: « Nul ne peut être empêché ou interdit d'accès aux sources d'informations sauf celles relatives à la sécurité de l'Etat, à la défense nationale, au secret professionnel et à la vie privée des individus ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.1 (2010 = 1.8)

1.8 Les sites Web et les blogues et toute plateforme numérique ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Il n'y a pas d'autorisation préalable ni de déclaration auprès des pouvoirs publics pour créer un site Web, ouvrir un blog ou une plateforme numérique. Leur création est libre et ouverte, selon les déclarations du panel.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.8 (2010 = 4.4)

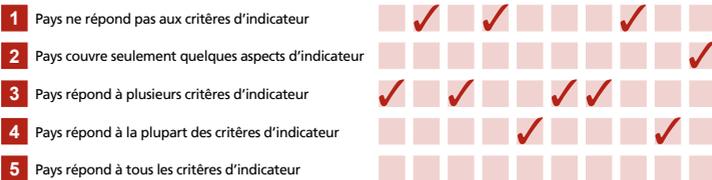
1.9 L'Etat ne cherche pas à bloquer ni à filtrer le contenu d'Internet sauf si la loi prévoit des restrictions qui servent d'intérêt légitime et qui sont nécessaires dans une société démocratique et appliquées par un tribunal indépendant.

« Deux jours avant la proclamation des résultats des élections de 2010, ni le téléphone ni les emails n'étaient accessibles »

Il n'existe pas de décision connue de l'Etat pour bloquer ou filtrer le contenu d'Internet. « Dans la pratique, cela peut arriver mais on ne nous le dit pas », estime un panéliste qui confirme l'existence de velléités de surveiller les e-mails de certains citoyens. En guise d'exemple, il déclare avoir le sentiment que son compte e-mail est surveillé ou des fois ouvert, « à chaque fois que nous menaçons d'aller en grève ». Il est déjà arrivé que des sites Internet animés par des Togolais de la diaspora soient bloqués. « Deux jours avant la proclamation des résultats des élections de 2010, ni le téléphone ni les emails n'étaient accessibles », confie un membre du panel. Un journaliste a été poursuivi pour publication de fausses nouvelles contenues sur un site Internet.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

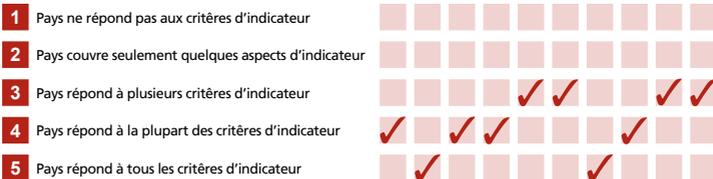
2.5 (2010 = 2.7)

1.10 La société civile en général et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Plusieurs organisations de la société civile ainsi que des groupes professionnels des médias sont cités comme étant très actifs dans la défense de la liberté des médias. L'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), le Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), le Syndicat des Agents de l'Information Techniciens Journalistes des Organes Publics (SAINTJOP), le Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO), le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC), la Synergie des Travailleurs du Togo (STT), l'Association des droits de l'homme sont considérés comme des groupes de pression qui défendent la cause des médias. Selon un panéliste, l'UJIT a joué un rôle jugé positif dans la dépenalisation des délits de presse. Parfois, cela se fait de manière spontanée, même si un membre du panel regrette le manque de synergie entre la société civile et les médias. Il arrive qu'un groupe de citoyens défende la cause de la liberté des médias. Les femmes du grand marché de Lomé avaient marché aux côtés des journalistes contre la loi sur la HAAC en mars 2013. Un panéliste considère cela comme un retour d'ascenseur des femmes après que les médias ont porté leurs voix lors des incendies du grand marché. Ce qui montre une collaboration consciente entre organisations des médias et société civile sur certaines causes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

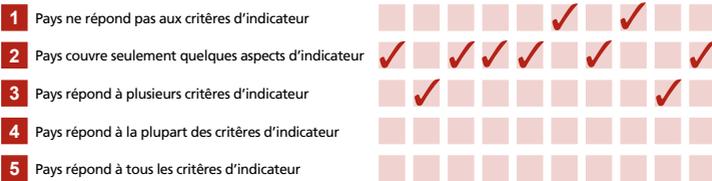
2.8 (2010 = 2.8)

1.11 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intéressés.

Le vote de la loi sur la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) montre qu'il n'y a souvent pas de concertation pour mettre en place une législation sur les médias. Un panéliste qui avait participé à la modification en 2004 du code de la presse témoigne que le ministère de la Communication avait impliqué la société civile. Le gouvernement avait à l'époque confié l'écriture de l'avant-projet du code d'abord à des experts puis au parlement. Mais, précise-t-il, le contexte de l'époque était celui où le pays avait pris des engagements qu'il se devait de respecter auprès de l'Union européenne. Ce qui reste constant, selon les panélistes, c'est que le gouvernement procède à une sélection subjective des organisations devant prendre part à l'élaboration d'une législation sur les médias. Car, le pays connaît toujours une « dualité » des organisations de la société civile. Certaines sont proches du pouvoir. Elles peuvent être associées car « bien-pensantes » envers le pouvoir. D'autres sont proches de l'opposition. Parfois il y a des concertations que la société civile a fortement dénoncées.

Le pointage:

Notes individuelles:

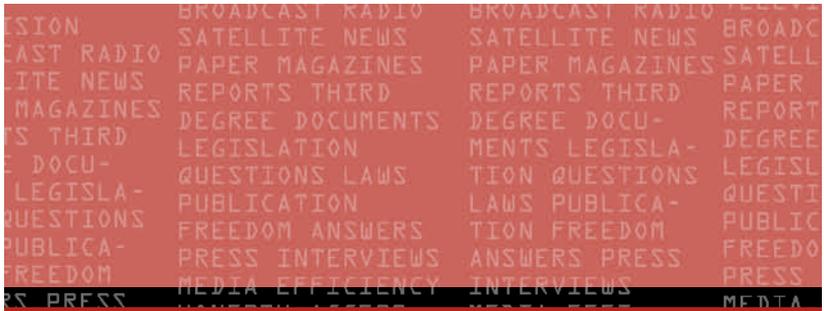


Moyenne de l'indicateur:

2.0 (2010 = 2.4)

Note du secteur 1:

3.0



SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.



Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'information (presse, audiovisuelles, internet, téléphones portables) est disponible et abordable pour les citoyens.

Presse écrite

Togo compte plus de cent publications parmi lesquelles des quotidiens, des hebdomadaires et des magazines. Mais les panélistes ne citent pas de mensuels. Il y a une dizaine de sites d'information. Les journaux sont distribués par des vendeurs à la criée ou des kiosques à journaux. Mais cela ne se limite qu'à Lomé puisque selon un panéliste, les journaux ne sont pas distribués à la périphérie de la capitale.

Dans certaines villes, ils arrivent avec 48 heures de retard. Même dans ce cas, les lecteurs ignorent les dépôts des journaux. La quasi-totalité des journaux paraissent à Lomé. Il n'existe que deux hebdomadaires dans les régions de Mont Agou et Kara (nord). Outre le quotidien national Togopresse, il y a plusieurs titres privés comme Liberté et Forum de la semaine. « Mais sur les nombreux titres, seuls 25 paraissent régulièrement. Le reste, c'est en fonction des événements », précise un panéliste.

L'impression générale est que les citoyens ne lisent pas les journaux du fait du coût considéré comme relativement élevé. En effet, un quotidien coûte 250 CFA, environ la moitié d'un dollar américain, alors que le revenu moyen mensuel d'un travailleur est passé de 28000 CFA (56 dollars US) à 35000 CFA (70 dollars US).

Radio

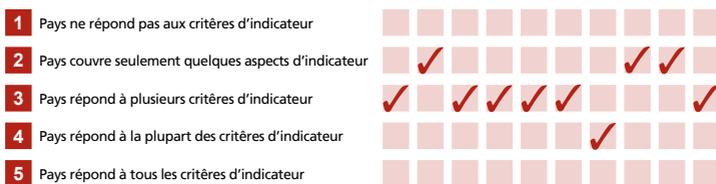
Le Togo compte environ 83 stations de radio. Au contraire des journaux, presque tous les foyers possèdent un poste radio. Ce qui démocratise davantage l'accès à la radio dans un pays où les deux radios nationales « Lomé Kara » et « Radio Lomé » font face à plusieurs radios privées. Un panéliste souligne que la radio nationale ne couvre pas les zones des Plateaux (sud-ouest) et des Savanes (nord).

Télévision

Les postes de télévision sont réservés aux foyers munis d'un certain pouvoir d'achat. Il y a une dizaine de stations de télévision privées dont une sur satellite. Les principales chaînes sont : la télévision nationale TVT, LCF (satellite), TV 2, TV 7, RTDS. Le bouquet de Canal+ ne donne pas encore accès à la télévision nationale.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2010 = 2.9)

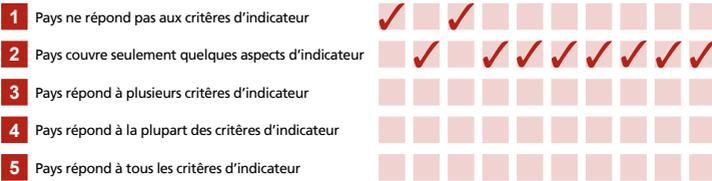
2.3 L'indépendance rédactionnelle des presses écrites publiées par l'autorité publique est suffisamment protégée contre l'ingérence politique abusive.

Il n'y a pas d'indépendance éditoriale pour le quotidien national *Togopresse* et l'agence de presse officielle *Atop*. Ce qui fait dire aux panélistes qu'ils ne sont pas des médias du service public mais des médias d'Etat. Il est reproché à ces deux médias d'Etat de ne pas assurer la couverture des activités des partis politiques de l'opposition. Le ministre de la Communication peut intervenir directement dans leur contenu éditorial via les directeurs généraux. Il y a beaucoup d'ingérences des pouvoirs publics dans les médias d'Etat qui prennent parti pour le pouvoir et autocensurent l'opposition. Pourtant comme le confie un panéliste, l'article 4 du code de la presse invoque la mission d'intérêt général de la presse. « L'Etat prendra toutes les mesures susceptibles d'assurer à tout organe d'information, public ou privé, écrit ou audiovisuel, l'égalité et la libre concurrence afin de faciliter la mission d'intérêt général de la presse et des autres moyens de communication et d'information », stipule l'article 4 cité par un panéliste.

La centrale syndicale STT (Synergie des Travailleurs du Togo) se plaint fréquemment de l'absence de publication de la couverture de ses activités par les médias d'état qui, bien qu'invités et présents, ne font pas de compte rendu. Il apparaît que la diffusion ou l'exploitation pour diffusion d'une information soit liée à la nature de cette même information vis-à-vis du pouvoir.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.8 (2010 = n/a)

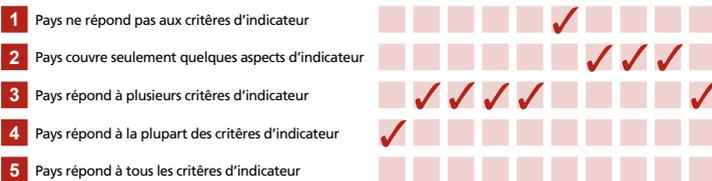
2.5 Une législation/régulation adéquate de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et les monopoles.

« mais il nous est souvent difficile de connaître le propriétaire »

La concentration des médias est limitée par l'alinéa 2 de l'article 4 du code de la presse et de la communication. « Aucune personne physique ou morale ne peut contrôler directement ou indirectement plus de 20 % des titres publiés ou des stations de radio ou de télévision », indique la loi. La concentration n'est pas avérée selon le panel, mais il soupçonne le financement de certains médias par des hommes politiques. « On peut dire que derrière tel média, il y a tel homme politique ou homme public qui assure le financement. On peut également dire que tel journal est de tel bord, mais il nous est souvent difficile de connaître le propriétaire », indique un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.6 (2010 = 3.7)

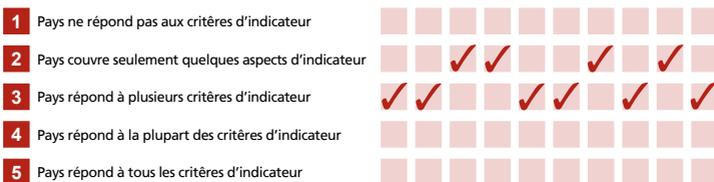
2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des femmes et des hommes.

En faisant la comparaison avec une époque récente, le panel constate que les femmes s'expriment de plus en plus dans les médias. Souvent sur les lieux de reportage, un panéliste explique que les reporters se heurtent à une « exigence des femmes » qui veulent que leurs voix soient prises en compte. Les femmes interviennent également beaucoup au cours des émissions de libre antenne sur la bande FM. Cependant, il y a des disparités que les médias doivent s'efforcer d'éliminer. Les stéréotypes existent, donnant une image négative des femmes dans les médias. La voix des femmes est parfois pleine de stigmatisations dans les médias. Parfois, certaines stigmatisations sont négatives, comme quand on évoque dans les médias la dame de fer, la femme-panthère ou « npong » en langue nationale « éwé ».

Sur certaines questions, la voix des femmes est entendue dans les médias en raison de leur expertise. Dans le débat politique à travers les médias, les hommes sont plus présents, bien que les interventions des femmes soient souvent jugées pertinentes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2010 = 2.3)

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des minorités et de la société dans sa diversité ethnique, linguistique et religieuse.

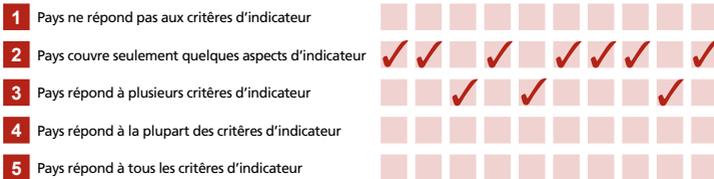
Les médias publics, notamment la radio, permettent aux minorités chrétienne et musulmane de s'exprimer. Les différents chefs coutumiers du pays s'expriment équitablement dans les médias. La plupart des radios se limitent aux langues nationales « éwé », « kabiyé » et « mina ».² Les radios d'Etat présentent des

² Le Togo a plus de 30 langues nationales, mais « éwé » et « kabiyé » sont majoritairement parlées de même que le « mina ».

journaux parlés en langues nationales « éwé » et « kabiyé » alors que les radios privées ajoutent le « mina ». Il n'y a qu'une publication, *Togopresse*, qui a une édition intercalaire en langues « éwé » et « kabiyé ». *Gamessou* (Il est l'heure) paraissait en langue « éwé » mais a disparu depuis.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2010 = 2.5)

2.9 Les médias couvrent toutes les perspectives économiques, culturelles, politiques, sociales, local et ils mènent des sujets d'investigation.

Les médias couvrent tous les sujets même si la politique domine dans le contenu. Les sujets religieux sont couverts. L'audiovisuel public fait plus d'efforts dans leur traitement. Certains sujets pointus comme l'économie souffrent d'un manque de traitement rigoureux et professionnel parce qu'il n'y a pas de journalistes spécialisés.

A part *Focus Info et Alternatives*, les médias ne traitent pas des sujets d'investigation parce qu'ils ne sont pas outillés. Le panel estime que les médias ne possèdent pas les moyens et les compétences nécessaires pour, par exemple, faire le déplacement et couvrir des sujets ruraux.

Il n'y a pas d'abonnement aux agences de presse comme Atop. Les dépêches de l'Agence France Presse (AFP) sont reprises par les médias sans qu'ils ne soient abonnés au fil. Les sites d'information en ligne sont repris par des journaux.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							

Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2010 = 2.6)

2.10 Les diffuseurs privés offre un minimum de programmes de qualité et d'intérêt public.

Il y a des programmes de qualité que les diffuseurs proposent aux auditeurs. L'émission « Club de la Presse » diffusée sur *Kanal FM* est de bonne qualité. A la télévision LCF l'émission « jurisprudence » et l'émission « donne gnou » qui signifie « gestion de la cité » sur *Kanal FM* sont également de bonne qualité et d'intérêt public.

Les panélistes regrettent ce qu'ils considèrent comme « un trop plein de musique et de programmes politiques terre à terre » dans l'audiovisuel. L'un d'eux constate que parfois le contenu est le même sur toutes les chaînes. L'émission « matinale » diffusée par les télévisions illustre le manque d'originalité et d'efforts de production chez les diffuseurs du privé.

Pour renverser la tendance, des initiatives sont en train d'être prises par des partenaires techniques et financiers du Togo afin d'encourager la qualité des programmes. On peut citer, comme exemples, le prix des médias sur les droits de l'homme du Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, et les trois prix sur le genre et la santé de la reproduction lancés en 2013 par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). En dehors du sport, il n'y a pas de chaînes thématiques.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Moyenne de l'indicateur: 2.8 (2010 = n/a)

2.11 Le pays dispose d'une politique cohérente des TICs ou le gouvernement met en œuvre des mesures encourageantes, qui visent à répondre aux besoins d'information de tous les citoyens, y compris les communautés défavorisées.

Dans l'ensemble, il n'y a pas une politique globale des TIC. Cependant, le Togo a adopté un document de politique des technologies de l'information et de la communication qui consiste à développer des centres d'intérêt en la matière. Dans les grandes villes, le privé essaye de promouvoir des centres multimédias. Les ONG comme Plan international et d'autres contribuent à élargir l'accès aux TIC en installant des ordinateurs dans certaines localités. On ne parle de la migration de l'analogique vers le numérique que dans la capitale.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>									
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>									
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur: 1.6 (2010 = 1.5)

Le pointage:

Notes individuelles:

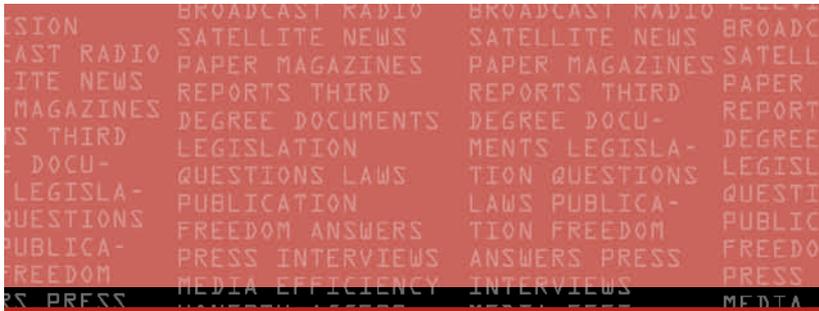
1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>								
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>								

Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2010 = 1.4)

Note du secteur 2:

2.1



SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.



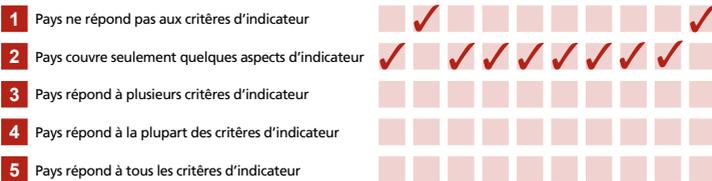
La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et appliqué créant un environnement favorable à l’audiovisuelle publique, privée et communautaire.

Les seuls textes auxquels le panel a fait allusion sont le code de la presse et la loi organique sur la Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication (HAAC). Il existe toutefois un cahier des charges qui légifère sur les redevances à payer par l’audiovisuel. C’est d’ailleurs dans ces cahiers des charges que les pourcentages de la publicité dans les radios communautaires sont définis. Le contrôle n’existe pas sauf en ce qui concerne la publicité sur le tabac et les tradipraticiens. Les radios payent la redevance. Une radio commerciale comme Kanal FM s’acquitte d’une redevance de 1 125 000 CFA (2 250 dollars US) par trimestre. Mais son paiement est étalé. Les radios payent également l’impôt.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur: 1.8 (2010 = 2.3)

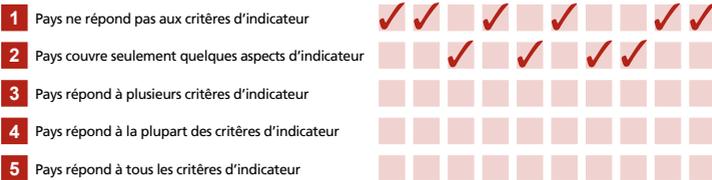
3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant suffisamment protégé par la loi contre les ingérences, et dont le conseil n'est pas dominé par un parti politique particulier et dont les membres de conseil sont nommé -de façon ouverte- en concertation avec la société civile.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) est l'organe de régulation. Elle est indispensable aux termes de la loi. Ses neuf membres sont nommés. Quatre d'entre eux sont désignés par le président de la République. Parmi les cinq proposés par l'Assemblée nationale, deux viennent des organisations des médias. Le panel considère que dans les textes et la pratique, il n'y a pas d'indépendance notée au sein de la HAAC. L'actuel président de la HAAC est un membre du comité central du parti au pouvoir, l'UNIR et occupe un poste de ministre. Au terme de l'article 7 de la loi sur la HAAC, les membres sont nommés pour 5 ans renouvelables. Le mandat n'est pas révocable.

A part la HAAC, il y a l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), une sorte de tribunal des pairs constitué de 7 membres issus de la société civile, de l'Union des journalistes indépendants du Togo et du Conseil national des patrons de presse.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.4 (2010 = 2.1)

3.3 L'organe qui régule les services d'audiovisuel, et les licences, le fait dans l'intérêt public et assure l'équité et la diversité des points des vues représentant la société dans son ensemble.

L'article 45 de la loi sur la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) précise que la Haute Autorité « accorde les autorisations d'installation et d'exploitation en tenant compte de l'intérêt de chaque projet pour le public,

des impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme, et des courants d'expression socioculturels, la diversification des opérateurs; de la nécessité d'éviter les abus de position dominante ainsi que les pratiques entravant la libre concurrence; de l'expérience acquise par le candidat dans les activités de communication... ».

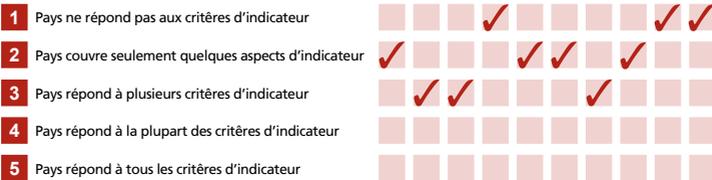
Les panélistes estiment que la HAAC n'assure pas l'équité. Elle agit moins vite et ne fait rien quand il s'agit de la télévision togolaise. Par exemple, lors de la dernière élection présidentielle de 2010, la TVT n'avait pas respecté l'ordre de passage des candidats. La HAAC ne lui a adressé une mise en demeure qu'après coup.

Il y a eu des cas où la justice a débouté la HAAC. Un panéliste cite l'exemple du journaliste Daniel Lawson. Une décision de la HAAC en février 2008 avait interdit définitivement les éditoriaux de Daniel Lawson sur la radio privée Nana FM au motif qu'ils violaient de façon constante les règles déontologiques et de la dignité humaine. Mais la chambre administrative de la cour suprême du Togo a annulé la décision de suspension des éditoriaux par la HAAC lui demandant de rétablir le journaliste et sa radio dans leurs droits.

En 2011, la HAAC a saisi la justice et envoyé une mise en demeure à la radio privée Légende FM pour des émissions considérées comme portant atteinte à la vie privée et incitant au tribalisme. Un panéliste estime que dans la réalité, l'émission mise en cause dérangeait le pouvoir. Avant la modification de la loi organique sur la HAAC, celle-ci attribuait les licences alors que l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes (ARTP) attribuait les fréquences radio. Cela n'est plus le cas puisque la HAAC hérite désormais de toutes ces attributions.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.0 (2010 = 1.9)

3.4 Le diffuseur public/d'État est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil indépendant qui est représentatif de la société en général et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

Les diffuseurs publics sont le quotidien national *Togopresse*, l'agence de presse officielle *Atop*, la Télévision du Togo (TVT), *Radio Lomé* et *Radio Kara*. Leurs directeurs généraux sont nommés en conseil des ministres. Des informations disponibles au niveau du panel confirment que très souvent, le directeur général du diffuseur public ou d'État est issu du parti au pouvoir. Même s'il n'est pas engagé en politique, il sera obligé de le faire dès l'instant qu'il sera nommé à ce poste de responsabilité.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur										
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur										
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur										

Moyenne de l'indicateur:

1.0 (2010 = 1.0)

3.5 L'indépendance rédactionnelle du diffuseur public/d'État de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée pour assurer des informations et des programmes d'actualité équilibrées et équitables.

Le diffuseur public est régi par ce qu'un panéliste considère comme de vieux textes datant des années 1970. Ces textes continuent de faire des agents du public des fonctionnaires qui n'ont aucune possibilité d'assurer leur indépendance éditoriale. À cause d'existence il est difficile d'ingérences est difficile de proposer une offre éditoriale équilibrée. « Un élément de reportage peut être diffusé une première fois dans une édition du journal télévisé et ne plus l'être dans la seconde édition pour motif de sanction », rapporte un panéliste.

« ...un journaliste de la TVT a déclaré que la grève était suspendue. Ce qui n'était pas le cas. La STT a été obligée de contacter les médias privés pour rétablir les faits. »

A la télévision nationale, une émission de présentation des candidats aux élections générales prévues le 25 juillet 2013 a consacré une demi-heure d'antenne aux candidats de l'UNIR (Union pour la république, formation au pouvoir). Pendant la série d'incendies au grand marché de Lomé, tous les « communiqués non dérangeants » des organisations de la société civile ont été relayés par la télévision nationale. Ce qui n'était pas le cas des autres communiqués « jugés sensibles ».

Cela ne favorise pas l'équité d'autant que généralement, certains sont obligés d'avoir recours aux médias privés pour « rétablir les faits ». Un panéliste cite l'exemple de la deuxième grève au mois d'avril 2013 de la Synergie des Travailleurs du Togo (STT). « Alors que le syndicat était en pleines négociations avec le gouvernement, un journaliste de la TVT a déclaré que la grève était suspendue. Ce qui n'était pas le cas. La STT a été obligée de contacter les médias privés pour rétablir les faits ».

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>										
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>										
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>										

Moyenne de l'indicateur:

1.2 (2010 = n/a)

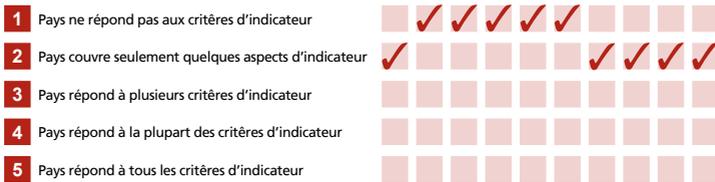
3.6 Le diffuseur public/d'État est correctement financé de manière à le protéger contre toute ingérence politique par le biais de son budget et contre toute pression commerciale.

Le budget du diffuseur public fait partie du budget du ministère de la Communication. Selon un panéliste qui s'est documenté sur le site togoreformes.com, les budgets de *Radio Lomé* et *Radio Kara* s'élèvent à un total de 28 millions de CFA (56 000 dollars US). La *TVT* a en 2013 un budget de 343 millions de CFA (686

000 dollars US). Le faible niveau des budgets des différents organes de diffusion publique ne semble pas suffisant pour assurer un financement conséquent et protéger contre les ingérences politiques et les pressions commerciales. Selon un panéliste, l'unité de caisse fait que même pas les recettes de publicité de la TVT, qui ne perçoit même pas de redevances, sont reversées directement dans les caisses de l'Etat.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.5 (2010 = 1.6)

3.7 Le diffuseur public/d'État offre diverses formules de programmation qui prennent en compte tous les intérêts, y compris le contenu local et des programmes d'intérêt public de bonne qualité.

Des efforts sont notés sur la programmation des sujets de développement, de culture et de société. Le panel confirme l'existence de réelles productions à la TVT et à *Radio Lomé* où les langues du pays sont utilisées. Au moins deux langues nationales sont utilisées dans les programmes de la TVT et 30 à la radio publique en tranches de dix minutes. Il existe un journal des régions les lundis, mercredis et vendredis.

Le diffuseur public a beaucoup plus de correspondants dans les stations régionales. Ils font des reportages qu'ils envoient à la rédaction centrale à Lomé pour les diffuser. « Même s'ils arrivent avec du retard en décalage avec le temps », ces reportages semblent avoir le mérite de prendre en compte l'intérêt public. Toutefois les efforts notés dans la programmation ne concernent pas les sujets de politique. « L'opposition est trop défavorisée sur les sujets politiques », estime un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:

1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>									
2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5 Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>									

Moyenne de l'indicateur:

3.0 (2010 = n/a)

Note du secteur 3:

1.7



SECTEUR 4:

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.



Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

4.1 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'équité.

Les publications ne sont pas documentées. Certains articles accordent beaucoup d'importance aux rumeurs, « extrapolant » assez souvent sur les événements. Un panéliste cite un exemple de reportage non fondé sur des faits : « il n'y a pas très longtemps, un journal a déclaré qu'un ministre a suspendu l'Internet à la direction du Cadastre alors que le ministre en question a indiqué n'avoir jamais été contacté pour vérifier cette information ».

« Au lieu d'attendre que les spécialistes fassent des commentaires sur les articles déjà rédigés, les journalistes ont préféré les publier. Cela a occasionné le limogeage du directeur de l'hôpital »

La non vérification de l'information et la course effrénée aux scoops compromettent les normes professionnelles. Un panéliste donne l'exemple du Groupe de Réflexion et d'Action, Femme Démocratie et Développement (GF2D) du Togo qui fêtait son deuxième anniversaire en présence d'officiels, d'invités et de la presse. « Le lendemain, les journaux ont mis en manchette que les femmes avaient fêté leurs droits », regrette-t-il.

Le panel déplore les règlements de compte par presse interposée. La presse écrite dispose de beaucoup plus de temps pour vérifier une information, mais la précipitation pour publier une information porte atteinte au respect des normes professionnelles. On peut citer comme exemple le cas d'un groupe de journalistes rassemblés à Kpalimé (120 km au nord de Lomé) pour une formation sur la santé de la reproduction et des exercices pratiques. « Au lieu d'attendre que les spécialistes fassent des commentaires sur les articles déjà rédigés, les journalistes ont préféré les publier. Cela a occasionné le limogeage du directeur de l'hôpital », dit un panéliste.

Le placage d'articles écrits par quelqu'un d'autre est un autre manque de respect des normes professionnelles. Parfois, l'information est exacte mais l'angle de traitement choisi pose problème. Quand un citoyen envoie un rectificatif ou un démenti, le journaliste s'exécute tout en revenant à la charge avec une note de la rédaction (NDLR) pour ne pas donner l'impression d'avoir fauté.

Le manque d'application des normes professionnelles transparait davantage dans un contexte où il existe deux blocs de journaux. L'un est favorable au pouvoir,

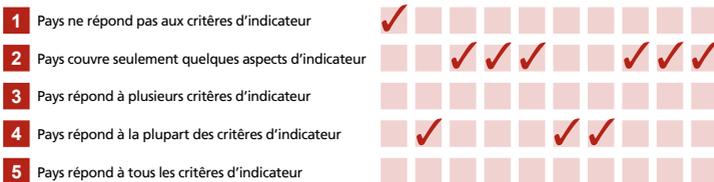
journaliste n’obtempère pas, l’OTM peut publier un communiqué pour signaler que l’attitude du journaliste est contraire à l’éthique et à la déontologie. Le panel estime que l’OTM joue son rôle mais n’a pas de pouvoir contraignant. De son côté, le plaignant peut saisir la HAAC ou la justice.

Il existe de nombreux cas de saisine de l’OTM. Celui donné par un membre du panel porte sur le différend entre les directeurs de publication de *Forum Hebdo* et *du Combat*. Ils s’échangeaient des propos discourtois par le biais de leurs journaux respectifs. L’intervention de l’OTM a permis de calmer la situation. Un communiqué de règlement du différend a été rendu public.

La Haute Autorité de l’Audiovisuel et de la Communication (HAAC) ne prend pas de décision lorsqu’un citoyen la saisit mais peut le faire quand elle s’autosaisit. Il y a des règlements intérieurs dans certains médias.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur:

2.5 (2010 = 2.9)

4.3 Les niveaux de salaires et les conditions générales de travail des journalistes et des autres professionnels des médias, y compris leur sécurité sont appropriés.

La faiblesse du financement budgétaire a des conséquences sur les niveaux de revenus des agents. Le salaire le plus élevé d’un fonctionnaire de la catégorie A1 (sommet de la hiérarchie) avec 6 enfants est égal à 258 000 CFA (515 dollars US). Un panéliste a déclaré que les « salaires sont des salaires de cacahuètes » d’autant que les pigistes dans le public sont payés 20 000 CFA (40 dollars US). Dans une radio comme *Kanal FM*, les salaires varient entre 25 000 (50 dollars US) et 70 000 CFA (140 dollars US).

Tout cela est rendu fragile par l’absence de convention collective pour les journalistes. « Des salaires misérables sont payés et quand un journaliste n’est pas d’accord, on lui demande de partir », indique un panéliste. Certains reçoivent

des salaires, d'autres sont des bénévoles qui attendent les demandes de couverture pour espérer percevoir un paiement appelé « communiqué final ». « Autant de reportages, autant d'argent », tel semble être le maître-mot.

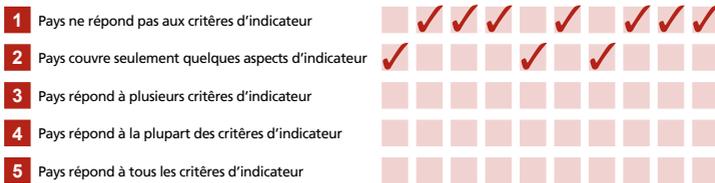
« En cas de deuil, les collègues se cotisent »

Les journalistes du privé qui perçoivent un salaire ne reçoivent pas de fiche de paie. Ils n'ont pas de contrats de travail sauf s'ils sont dans le public. Dans certaines rédactions, c'est le jour du bouclage que les journalistes reçoivent de l'argent.

La spécificité des radios communautaires est que le personnel est bénévole et volontaire. Il n'a ni assurance ni sécurité sociale. « Quand quelqu'un est malade, il se débrouille pour acheter lui-même ses médicaments. Certains jouissent de jours de congés. Les chefs s'occupent à titre humanitaire des cas d'accidents de travail. En cas de deuil, les collègues se cotisent », témoigne un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.3 (2010 = 1.4)

4.4 Les journalistes et autres professionnels des médias sont organisés en syndicats et /ou en associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière effective.

Les principaux syndicats et associations sont le Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), le Syndicat des Agents de l'Information Techniciens Journalistes des Organes Publics (SAINTJOP), le Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO), le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) et l'association SOS journalisme en danger.

Dans le public, les journalistes militent dans les syndicats. Dans le privé, ils commencent progressivement. L'efficacité des associations et syndicats dépend

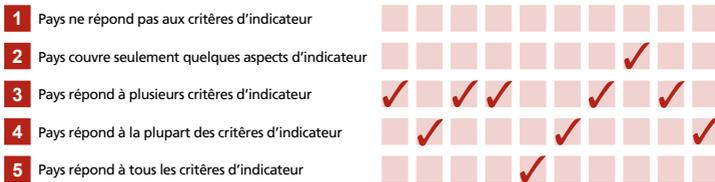
du climat social du pays. Un panéliste note que les syndicats de journalistes du public prennent en charge plusieurs revendications.

L'obstacle majeur, selon un panéliste, est que les employeurs ne reconnaissent pas les syndicats.

Il arrive souvent que des associations ou syndicats saisissent la justice à travers leur avocat.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.4 (2010 = 3.6)

4.5 Les journalistes et les entreprises de presse sont intègres et ne sont pas corrompues

Il y a un consensus général sur l'existence de la corruption. Pourtant, précise le panel, le code de la presse plaide pour le respect de la déontologie. La société civile, dont les organisations invitent fréquemment les journalistes à assurer la couverture médiatique de leurs activités, pense qu'elle n'entretient pas de relations de corruption avec les journalistes. « Nous remboursons les frais de transport car pour l'essentiel, nous estimons que les journalistes sont des bénévoles », explique un panéliste. Cette pratique est devenue si courante que les organisateurs d'événements et de manifestations publiques mettent en place un budget consacré au remboursement des frais de transport pour la presse. A Lomé, un déplacement de journaliste est remboursé 3 000 CFA, soit 6 dollars US. « A l'intérieur du pays, la télévision demande entre 5 000 et 25 000 CFA, soit 10 à 50 dollars US », confie un panéliste. Les organisations ont peur qu'en ne donnant rien aux journalistes venus couvrir leurs activités, l'information ne sera pas diffusée ou publiée. La société civile déclare rembourser systématiquement le transport à TVT et à TV2, mais le reportage n'est pas toujours diffusé. Il arrive également que les journalistes perçoivent le « prix du transport » et traitent l'information de manière défavorable.

Pour contourner cette pratique qui concerne directement les journalistes, les patrons de presse se sont réunis pour fixer eux-mêmes un montant de 25 000 CFA (50 dollars US) à exiger aux organisations de la société civile afin que leurs activités soient couvertes. « Elles viennent payer directement à la comptabilité et leur activité sera couverte », confie un panéliste. Car certains patrons de presse pensent que les organisations de la société civile reçoivent beaucoup d'argent de leur bailleur et doivent payer pour que leur activité soit couverte. Pour légitimer la pratique, certains font valoir que si les médias d'Etat ont eux-mêmes fixé un quota, pourquoi les médias privés n'en feraient pas autant.

« Nous remboursons les frais de transport car pour l'essentiel, nous estimons que les journalistes sont des bénévoles »

Ces pratiques confortent le panel dans le sentiment que la source d'information doit maintenant payer le journaliste venu recueillir une information. Cela crée un climat ambiant d'appât du gain, estime un membre du panel selon qui « cette pratique fragilise les médias ». Dans cette grisaille, la seule embellie vient des journalistes qui refusent de prendre de l'argent. *Nana Fm* interdit à ses journalistes d'accepter ces frais de transport.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓				✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓	✓									
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur												✓
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur												
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur												

Moyenne de l'indicateur:

1.4 (2010 = 1.5)

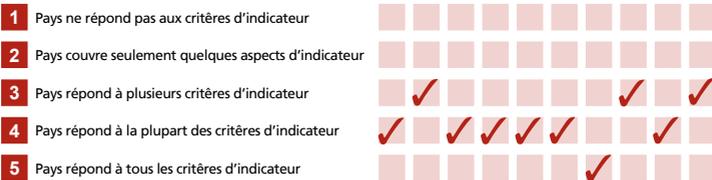
et d'exactitude de l'information. Les panélistes pensent qu'il y a, à cet égard, un décalage entre médias privés et publics, et c'est pourquoi, d'après l'un d'entre eux, le quotidien national *Togopresse* semble plus professionnel.

Pourtant les écoles de formation existent même si elles sont plus nombreuses dans le privé. L'Ecole Supérieure des Techniques et Arts de la Communication (ESTAC) assure une formation diplômante en journalisme. De son côté, l'UJIT organise des formations thématiques. Ceux qui y participent sont sollicités auprès des organes et sélectionnés en fonction de la thématique. Mais un panéliste dit avoir le sentiment que cela ne sert à rien. « Je suis perturbé quand je constate que certains journalistes sont incapables d'écrire correctement un article », se désole un autre.

Le manque de formation est une source de précarité qui entraîne une mobilité des journalistes qui ne restent pas dans les mêmes organes. Le métier de journalisme est un tremplin pour faire autre chose.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.8 (2010 = 3.3)

4.8 L'égalité des chances sans distinction de race ou d'origine ethnique, de groupe social, de genre / sexe, de religion, d'handicap et d'âge est promue dans les organes de presse.

Il y a très peu de femmes aux postes de décision dans les médias. Les femmes n'étaient pas trop attirées par le métier de journaliste. Elles y entraient pour partir après quelques années de pratique. Il n'y a pas beaucoup de modèles de femmes journalistes qui peuvent attirer d'autres femmes. Certaines contraintes professionnelles ne sont pas conciliables avec la vie de famille. Parfois, le harcèlement sexuel des chefs de service ou l'interdiction du mari bloque les femmes. Il y a également le regard de la société qui assimile le comportement de certaines femmes à des mondanités, ce qui a découragé certains parents et

maris. L'Observatoire togolais pour l'image des femmes dans les médias a été mis en place pour rehausser le niveau des femmes. *Nana FM* fait la promotion de la femme car cette radio appartient aux Nana Benz. Sur les 15 agents de *Kanal FM*, 7 sont des femmes. Sur le plan ethnique, aucune minorité ne se plaint. Il n'y a aucune discrimination liée aux handicaps ou à la religion.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur: 4.1 (2010 = 2.8)

Note du secteur 4: 2.6

La voie à suivre

1. Quels changements y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces deux/trois dernières années?

Les développements positifs

- Plus de formations offertes aux journalistes.
- Plus de chance pour les femmes dans les médias.

Les développements négatifs

- Vote de la loi modifiant la loi organique de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC).
- Tentatives de mainmise des pouvoirs publics sur le contenu éditorial de la presse privée.
- Non respect des engagements de l'autorité publique.
- Convocation régulière de journalistes devant la justice, ce qui témoigne de l'existence de dérives.
- Existence d'une opposition entre deux blocs de journalistes (favorables au pouvoir et à l'opposition).
- Agressivité des hommes politiques face aux journalistes.
- Dégradation des conditions de travail et des niveaux de salaires.
- L'affairisme s'empare des médias.
- Agressions de journalistes dans l'exercice de leur fonction par les forces de l'ordre et les citoyens.

2. Quel type d'activités faut-il mener dans les deux/trois prochaines années?

- Meilleure implication de la Société civile en faveur des médias.
- La Société civile devrait dénoncer les manquements des médias, et ceux de l'Etat vis-à-vis des médias.
- L'Etat devrait augmenter le montant de l'aide à la presse.
- L'OTM (Observatoire togolais des médias) devrait créer des prix pour encourager la qualité dans les médias.
- Les associations de journalistes et l'Etat devraient œuvrer à mettre en place une Convention collective.
- L'Etat devrait ériger les médias d'Etat en véritable service public.
- L'Etat, les associations de professionnels des médias et les partenaires techniques et financiers devraient renforcer les capacités des acteurs des médias.
- L'Etat et les partis politiques devraient contribuer à assainir les relations entre les médias et les forces de sécurité.

Ce panel a eu lieu les 29 et 30 juin 2013 à Kpalimè.

Les Panélistes:

Médias

1. Mme Epiphanie Houmey Eklou Koevanu
2. M. Gagalo Bénéti
3. M. Jonas Sopoh
4. Mme Lawson-O Nadou
5. M. Raymond Sodji

La société civile

6. M. Gbodui Etienne Kossivi
7. M. John Zodzi
8. Mme Patricia Adjisseku
9. Mme Rita Gbodui
10. Mme Thérèse Djemba

Modérateur

M. Ibrahima Sané

Rapporteur

M. Sadibou Marong



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the
media landscape in Africa



TOGO 2013

English Version

The African Media Barometer (AMB)

The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on home-grown criteria derived from African Protocols and Declarations like the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa (2002) by the African Commission for Human and Peoples' Rights. The instrument was jointly developed by fesmedia Africa, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Saharan Africa and into the advocacy efforts of other local media organisations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every three to four years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1½ days they discuss the national media environment according to 39 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator, panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and – in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) – only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

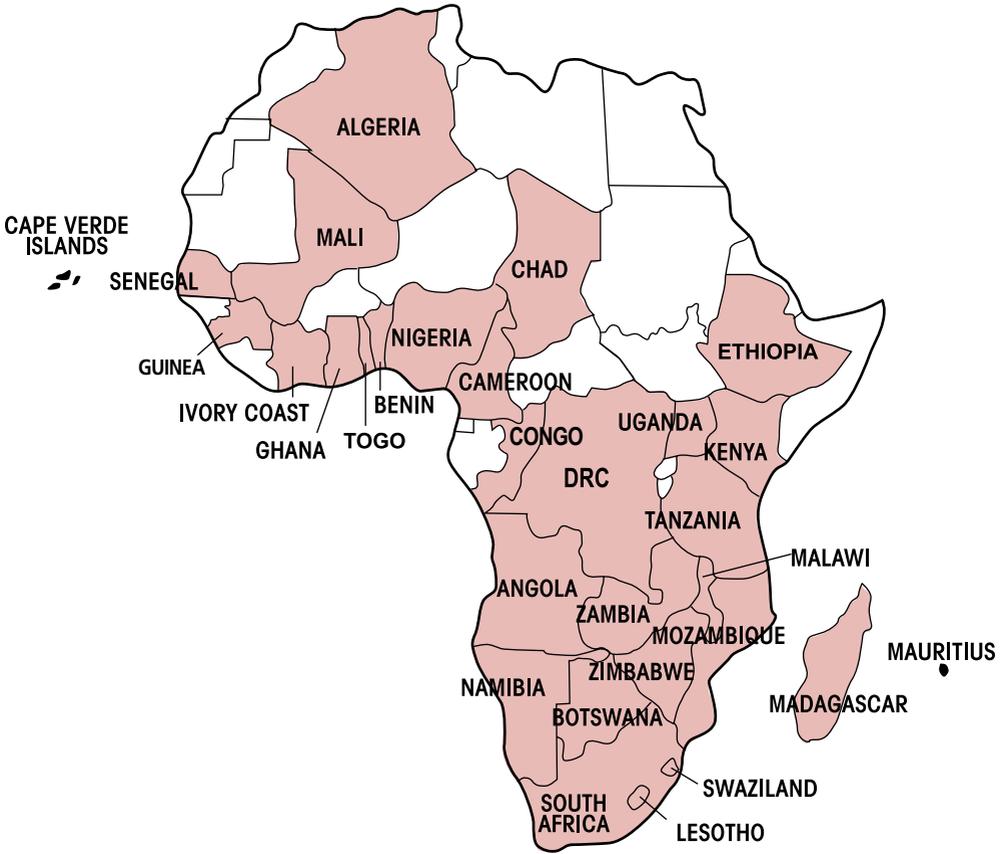
In 2009 and again in 2013 the indicators were reviewed, amended, some new indicators were added and some were replaced.¹

By the end of 2013 the African Media Barometer had been held in 30 African countries, in some of them already for the fifth time.

Zoe Titus
Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

Mareike Le Pelley
Head of *fesmedia Africa*
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

¹ Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 30 AMB Countries (2005-2013)

CONTENT

SUMMARY: 62

SECTOR 1: 67

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 81

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 93

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 101

The media practise high levels of professional standards.

WAY FORWARD: 110

African Media Barometer

TOGO 2013

Summary

The Togolese Constitution guarantees freedom of expression in general, and freedom of the press in particular. One of the provisions of Article 26 of the Constitution stipulates: "every person has the freedom to express and disseminate orally, in writing, or by any other means, his/her opinions and information in his/her possession, subject to the limits defined by the law".

Freedom of expression is further protected by law. In this regard, the following may be cited: the Press Code, the fundamental law relating to the Supreme Broadcasting and Communications Authority (Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, HAAC), or the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa, which was ratified by Togo.

However, all national laws, in line with the Constitution, determine the limits of freedom of expression. This freedom may only be exercised within the framework of provisions laid down by laws and regulations.

On the ground, however, the enjoyment of the right to freedom of expression is limited. While citizens can denounce bad governance, some have been imprisoned for exercising their right to freedom of expression. This is particularly true of the political sphere, where the case of two opponents may be cited, namely Olivier Amah and Abbas Kaboua, who were both in detention.

Freedom of expression is mainly observed in the capital, Lomé. In the hinterland, populations live in a one-party atmosphere, where local government openly support the regime in place.

There has been progress, represented by the liberalisation of media space. The media may, in principle, express themselves freely, but they too are subject to limits, particularly with regard to citizens' privacy. Even the Press Code refers, in its Article 2, to the "imperatives of national defence and security...".

The tendency in Togo is to ratify regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the press, but enforcement does not necessarily follow. For example, the Constitution penalises torture in accordance with certain international instruments, but in practice no penalty against offenders is provided for in the Penal Code.

With regard to publications, no prior authorisation is required and no law compels journalists to reveal their sources. On the other hand, access to public information is still limited, despite efforts to address this. The State Budget is put online, but figures for the implementation of the various lines are not always available. The Press Code restricts access to information relating “to State security, national defence, professional secrecy and the privacy of individuals”.

There is no law enabling the state to control websites and blogs, which may be created freely. Nevertheless, public authorities have sometimes attempted to control emails, particularly when an announcement of election draws near.

In Togo, civil society is not indifferent to the fate of the press. It has sometimes taken an active part in the defence of press freedom, through demonstrations. But such synergy is as yet insufficient, and much remains to be done.

The State legislates on the media without true consultation. It is mainly civil society organisations and media close to the government regime who are consulted.

Togo has at least 85 radio stations, about 10 private television stations in addition to the national network, and more than a hundred publications which are nearly all published in Lomé, the capital. In reality, only about 25 of them are published regularly. The average price of a daily newspaper is 250 CFA (0.5 US\$), which is relatively expensive even though the minimum wage has been increased from 28 000 CFA (56 US\$) to 35 000 CFA (70 US\$) since 2010. The other main sources of information are the Internet, although connectivity is not always reliable, and the mobile phone, which is hugely popular.

In principle, citizens have access to international media, but the state has been known to ban the weekly *Jeune Afrique*, for example, or scramble the signal of Radio France International.

The daily, *Togopresse*, which is published by the state, does not enjoy editorial independence. The authorities interfere in the content, and any information favourably disposed towards the opposition has difficulty getting into its pages.

In Togo, newspaper owners are not always known to the public at large (with two or three exceptions); and thus there is a difficulty in knowing whether concentrations or monopolies exist. The law requires that the majority ownership of a newspaper be held by natural or legal persons of Togolese nationality.

The media are economically fragile in Togo. Media appear and disappear regularly. State aid allocated to the press is 75 million CFA (150 000 US\$), whereas it had been 350 000 CFA in 2010 (700 000 US\$).

As for content, women’s voices are increasingly being heard, but unfortunately the approach taken reinforces stereotypes, to the detriment of women. It is on

radio that the greatest diversity is to be found. Minorities are represented there through the use of local languages.

Media content is dominated by politics. There is very little investigative journalism, often through lack of expertise in the newspapers, or simply through lack of sufficient means. Consequently, and particularly in the broadcasting sector, music is resorted to to fill the gaps.

The state has no coherent ICT policy. It is mainly private bodies that try to develop community multimedia centres in the interior of the country.

The advertising market is rather narrow, although no reliable figures exist. This is one of the factors contributing to the weak state of the media. Government uses this channel to influence media content and only “right-thinking” publications receive advertisements from the State.

Legislation on the broadcasting sector exists, including, among others, the Press Code and the fundamental law constituting the HAAC. This body is dominated by political appointments and is not independent. It is reluctant to sanction failings in the public broadcasting sector. However the Courts have been known to dismiss the HAAC and ask it to restore the rights of a sanctioned press organ.

The public broadcaster (*Télévision Togolaise*, TVT) has no real management board. It is an extension of government services and the officials are under the influence of the responsible minister, and are of the same political persuasion. Newscasts have been taken off the air, probably because they did not suit the incumbent regime.

The budget of the public broadcaster is part and parcel of the state budget. Even advertising revenues are deposited in the state coffers, according to the ‘single coffer’ principle. The amounts allocated to the different bodies of the public broadcaster are paltry. For the 2013 budget, the amount budgeted for TVT is 343 million CFA (686 000 US\$), and for *Radio Lomé* and *Radio Kara* 28 million CFA (56 000 US\$) .

Under these circumstances it is difficult to produce a good variety of public interest programmes. The public broadcaster does however, go to great lengths to broadcast news from its correspondents in the regions.

The press, for example, has very low circulation. The champion, *Togopresse* (a public daily) has a circulation of 12 000 copies, while all the others barely exceed 2 500.

Professional standards are not always adhered to. The scramble for scoops often drives journalists to settle for rumours and not take the time to check their facts. It

even happens that scores are settled via the press, with information clearly biased one way or another. All this erodes the credibility of the media.

A code of ethics exists under the aegis of the Observatoire Togolais des Médias (OTM), a watchdog body formed by the media themselves. This body gives its opinions on breaches of ethics and sometimes attempts mediations in cases of conflict with third parties, or within the media. It publishes a communiqué on its findings.

Journalists are badly paid in Togo. In a private radio station like *Kanal FM*, for example, salaries vary between 25 000 CFA (50 US\$) and 70 000 CFA (140 US\$). There is no collective bargaining agreement for media practitioners, and a journalist who protests may be told to go and try his luck elsewhere. Journalists survive essentially thanks to a “*communiqué final*” (bribe), they receive when they go out reporting. In the private sector there is generally no such thing as a pay slip.

Journalists associations exist. In the public sector, certain journalists even belong to unions. However, in the private sector, bosses ignore these unions.

In Togo, the notion of corruption in the media is rather ambiguous. For example, civil society organisations pay the media for covering their events but do not see this as corruption. This point of view is defended by media players. They feel that they do not have the means to attend the events and that it is normal for the organisers of such events to assist them. The difficulty is that money can be paid to a news agency to cover an event without the report being broadcast. In the end there even is an official rate, with 25 000 CFA (50 US\$) set by the press bosses for covering any event. Apparently, only one private radio station, *Nana FM*, forbids its journalists to accept money for its reports.

Self-censorship is common practice in Togo’s private media. It is largely a matter of not damaging the interests of the boss. Thus, caution is exercised as not to target his/her friends and material or moral interests, nor must those who place advertisements in the relevant press agency be attacked.

Structures for the training of journalists in Togo do exist, but they have not succeeded in training a critical mass of journalists to raise the general standard of the profession. Besides, those who do receive training do not remain in the profession for long.

The media sector is still dominated by men in Togo, although women have made very real progress, particularly in radio, like *Nana FM* (which belongs to the “*Nana Benz*”¹) or *Kanal FM*. No perceptible discrimination exists against ethnic or religious minorities, or against the physically handicapped.

1 Prominent Togolese businesswomen, predominantly in the textile industry.

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

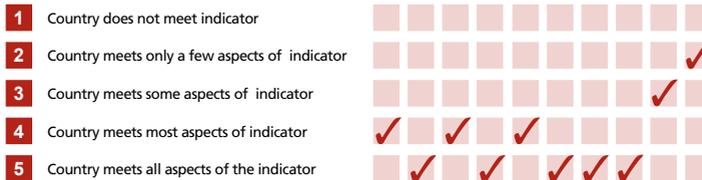
Freedom of the press is recognised and guaranteed by the state. It is protected by law. General consensus has been reached among the panellists in this regard. They illustrate this assertion by quoting Articles 25 and 26 of the Togolese Constitution. Article 25 stipulates that “every person has the right to freedom of thought, conscience, religion, opinion and expression”. This is reinforced by Article 26. One of the provisions indicates that “every person has the freedom to express and disseminate orally, in writing, or by any other means, his/her opinions and information in his/her possession, subject to the limits defined by the law”.

Apart from the Constitution, other laws guarantee freedom of expression and that of the media. One panellist pointed out that the Press and Communications Code recognises, in Article 1, the freedom of the print press as well as that of broadcast media. But Article 2, added another panellist, specifies the limits thereof by stipulating that “this freedom is exercised with due regard for the ethics of information and communication, human dignity, free enterprise, pluralism of thought and opinion, the imperatives of national defence and security, the needs of civil service and the need to develop a broadcasting industry”.

The fundamental law relating to the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) uses the same terms in its Article 3, which confirms the view of some panellists that freedom of expression and freedom of the media are guaranteed by legislation but are exercised only in compliance with provisions already well laid down. Regarding freedom of expression and freedom of the press, the panellists feel that the legislation is inspired by international instruments such as the Declaration of Principles on the Freedom of Expression in Africa, whose first principle guarantees freedom of expression and information.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.2 (2010 = 4.5)

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

Togo has embarked on a democratic process aimed at liberalising media space, which, according to certain members of the panel, has contributed to gains in the exercise of freedom of expression among citizens and journalists. Citizens may denounce acts, which are detrimental to good governance. One panellist quotes the case of Olivier Hama and Abass Kaboua, two politicians opposed to the regime, who are currently in prison. However, adds another panellist, while it may be true that “the citizen is evolving in the system, it is difficult for him/her to express him-/herself without fear”. Most Togolese who use their right to freedom of expression to openly criticise the regime without fear are in the diaspora.

By taking part in call-in shows on private radio stations, citizens are able to “let go and vent their frustrations without fear”, in the words of a panellist. But this seems to be limited to Lomé, the capital, because, argues another panellist, citizens in the interior regions feel that they are still in the one-party era.² It is difficult for them to enjoy the right to freedom of expression. A panellist stressed that in the interior “the Prefect³ is tough; one may not even meet with other people”.

If, outside the capital, certain citizens in the interior “live in fear of speaking freely”, journalists cannot exercise their right to freedom of expression either. Indeed, frequent assaults against them are reported, some of which are committed by law enforcement authorities. A panellist attributes this situation to the fact that often, a journalist may express his/her point of view without interference in the heat of the moment. “He/she will only encounter interference later on,” he explained,

² Togo was a single party state, the *Rassemblement du peuple togolais (RPT)*, from 1969 to 1991.

³ Local administrative official.

citing the case of the journalist and trade unionist Younglove Amavi, who was shot at close range during a demonstration by journalists on 14 March 2013.

Tapping of telephones, which affects the entire country, according to a panellist, is cause for concern with regard to the freedom of expression. One representative of civil society is sure that his phone and that of his colleagues is tapped. This was confirmed in a private conversation said panellist had with a government official.

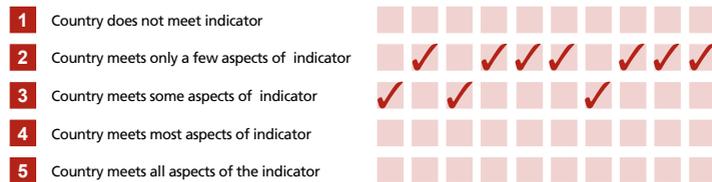
The general nature of telephone tapping has become a “Togolese offence”, says a panellist, according to whom more and more subjects are no longer discussed on the telephone for fear of being tapped. But when one does not bother the powers that be, one’s telephone is not tapped, he added, giving the example of Kpatcha Gnassingbé, half-brother of the Togolese president Faure Gnassingbé, sentenced in September 2011 to 20 years imprisonment for “plotting a coup d’état in 2009.

The government and the opposition still need to make efforts to promote and respect the exercise of citizens’ right to freedom of expression. The verbal attack, on 26 June 2013, by Jean Pierre Fabre, president of the Alliance Nationale pour le Changement (ANC) opposition party, on the journalist Jean-Paul Agboh-Ahouélé, editor of the fortnightly Focus Infos, in a plane to Lomé is quoted as an example by certain panellists who believe that it is when one expresses oneself freely that one is most in danger of retaliation.

Obstacles to freedom of expression are reported among prostitutes and homosexuals. These limits may also be of a cultural nature among certain citizens. One panellist sees a lack of freedom of expression among women in households where the husband decides everything, and believes that there are still communities where a woman does not have the right to speak.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2010 = 2.4)

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secret, libel acts, legal requirements that restrict the entry into the journalistic profession or laws that unreasonably interfere with the functions of media.

Journalists may exercise their right to freedom of expression. But limits are imposed on them by the law, which forbids them to attack the private life of citizens. Article 2 of the Press Code emphasises that freedom of the press is exercised “with due regard for the ethics of information and communication, human dignity, free enterprise, pluralism of currents of thought and opinion, imperatives of national defence and security, the needs of civil service, and the need to develop a broadcasting industry”.

The fundamental law no. 2009-029, authorising the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) to bring before the relevant court of law responsible for pronouncing sanctions in any cases of non-observance of its recommendations, decisions and warnings to the holders of licences to publish national newspapers, is construed as limiting freedom of expression. Six of its provisions have been invalidated by the Constitutional Court, which considers them to be in breach of the country’s Constitution.

The enactment of the Bodjona law (*“loi Bodjona”*), named after the former Minister of Regional Administration and Local Communities, Pascal Bodjona, provided Togo with a legislative framework regulating demonstrations in public spaces. This also put an end to what one panellist considered to be a legal loophole regarding the regulation of public demonstrations. For a long time, this loophole enabled “clashes” between demonstrators and law enforcement authorities.

The law stipulates that authorisation is required to organise a public demonstration. “When a law can authorise, it can also refuse. The problem was that there was a lacuna, but there is no way around the law insofar as a thorough study thereof shows that it can both authorise and restrict”, argued a panellist.

“But in practice everything is a state secret.”

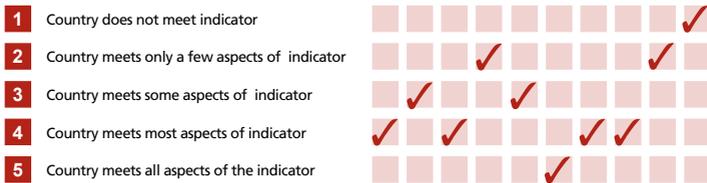
The various views expressed reveal a difference of interpretation of Article 5 of this law. Even if it stipulates that “public demonstrations are subject to declaration”, some feel that in practice this amounts to authorisation. Each time an application is lodged with the Authority, a sum of 5 000 CFA (10 US\$) is paid to obtain authorisation. Sometimes the Authority changes the itinerary.

Regarding state secrets, no law prohibits their dissemination. “But in practice everything is a state secret”, one panellist stressed. The media are often prosecuted for issues of defamation, which has a negative impact on freedom of expression.

Under the terms of Article 45 of the Press and Communication Code, “a journalist is any person whose main, regular and gainful occupation is to seek, gather, select, use, publish and present information in one or more daily publications or periodicals, in one or more broadcasting companies, in one or more press agencies or in an information service”. Although the profession of “journalist” is thus defined, entry into the profession remains very open. One panellist maintains that “entering the profession is like entering the grocer’s shop”.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.2 (2010 = n/a)

1.4 The Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

From the Universal Declaration of Human Rights to international conventions, Togo endeavours to ratify regional and international instruments. A panellist feels that “Togo ratifies everything”, but that in practice, the country does not match its words with action.

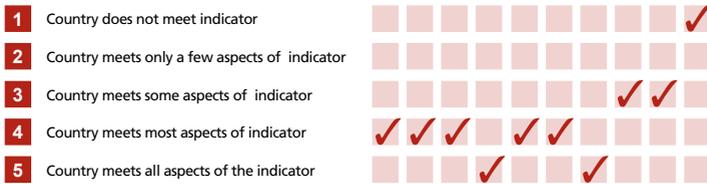
A recent example provided is that of the Committee against Torture, which underlined the absence of concrete action from the country showing that it was honouring its engagements in this regard. Article 21 of the Constitution stipulates that “the human person is sacred and inviolable. No one shall be subjected to torture or to other forms of cruel, inhuman or degrading treatment”. But torture does exist in the country, “even though it may not be physical”. The Constitution provides for the offence of torture, a panellist pointed out, but the Penal Code provides for no penalty against a perpetrator.

1.6 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

No legislation requires a journalist to reveal his/her sources, which enables protection of confidential sources of information. Certain panellists quoted Article 67 of the Press and Communications Code as a legal guarantee protecting confidential sources of information. This Article stipulates that “the journalist or communications technician cannot be forced to reveal their sources”. Even in the event of a trial, the journalist may refuse to reveal his/her source.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.7 (2010 = 2.5)

1.7 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

“Because of mistrust and fear of politicisation even the most trivial information is withheld.”

In most government departments, public data is treated and considered as private data. The panel feels that much still needs to be done to facilitate access to public information, although one member did note that each year the state’s draft budget is made available online. The lack of organisation, and the after-effects of the country’s long dictatorship, account for the fact that public data is still difficult to access. Citizens’ access to information comes up against a certain opacity. “We are given information, but not all the information,” one panellist stressed, lamenting that even the National Audit Office cannot manage to give information transparently. “Because of mistrust and fear of politicisation even

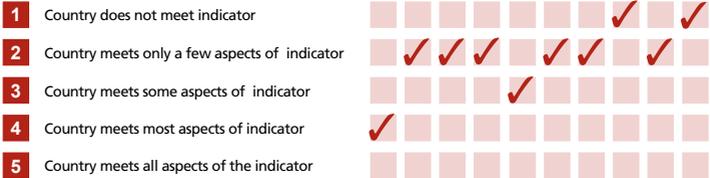
the most trivial information is withheld,” declared one panellist. He quoted the example of a minister who listed roadwork projects in different localities, but not the budget for each of them. “He is afraid of politicisation if he gives the figures,” he said.

In the civil service the situation has hardly improved with the confidentiality now imposed on civil servants. Information received from a panellist indicates that a 1968 ordinance repealed by the law on the general status of the Civil Service promulgated on 21 January 2013, imposes confidentiality on civil servants. According to this law, a civil servant reports to his superior, who alone has the exclusive power to provide information.

Journalists feel that Article 71 of the Press Code guarantees journalists the access to sources of information. But the Article stipulates as follows: "No one may be denied or forbidden access to sources of information excepting those relating to state security, national defence, professional secrecy and individual privacy".

Scores:

Individual scores:



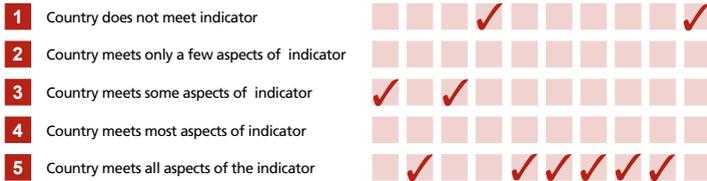
Average score: 2.1 (2010 = 1.8)

1.8 Websites, blogs and other digital platforms are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

No prior authorisation from, or declaration to, the public authorities is necessary to create a website, start a blog or any digital platform. Their creation is free and open, according to the declarations of the panel.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.8 (2010 = 4.4)

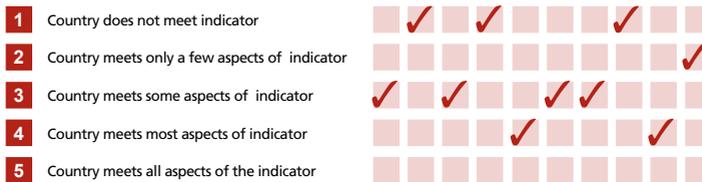
1.9 The state does not seek to block or filter Internet content unless in accordance with laws that provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society, and which are applied by independent courts.

“Two days before the proclamation of the 2010 election results, neither telephone nor email were accessible.”

There is no known decision by the state to block or filter Internet content. “In practice, it may happen, but we are not told about it,” said one panellist, who confirmed the existence of a tendency to monitor the emails of certain citizens. By way of example, he said that he has the feeling that his email account is monitored or sometimes opened, “each time we threaten to go on strike”. Internet sites staffed by Togolese in the diaspora have sometimes been blocked. “Two days before the proclamation of the 2010 election results, neither telephone nor email were accessible,” said a panel member. A journalist has been prosecuted for publication of false news contained on an Internet site.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.5 (2010 = 2.7)

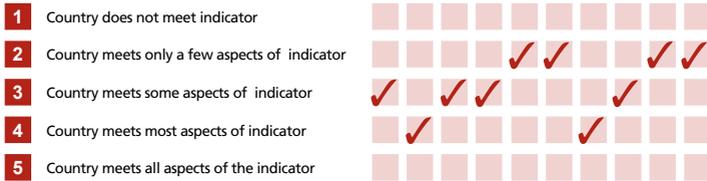
1.10 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

Several civil society organisations as well as professional media groups are cited as being very active in the defence of media freedom. The Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), the Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), the Syndicat des Agents de l'Information, Techniciens et Journalistes des Organes Publics (SAINTJOP), the Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO), the Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), the Association Togolaise des Consommateurs (ATC), the Synergie des Travailleurs du Togo (STT) and the Association des Droits de l'Homme (ADH) are considered as pressure groups that defend the cause of the media. Another panellist says that UJIT played a positive role in the decriminalisation of press offences.

This sometimes happens spontaneously, even though a member of the panel regrets the lack of synergy between civil society and the media. The women of Lomé's main market (grand marché) marched alongside journalists to protest the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) law in March 2013. One panellist saw this as a return of favour by the women after the media had made their voices heard at the time of the fires at the grand marché. This illustrates the concerted collaboration between media organisations and civil society on certain issues.

Scores:

Individual scores:



Average score:

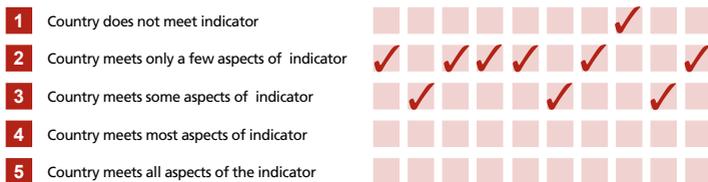
2.8 (2010 = 2.8)

1.11 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

The enactment of the law on the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) shows that there is often no consultation when introducing legislation on the media. A panellist who had participated in the modification of the Press Code in 2004 testified that the Minister of Communications had involved civil society. The government had at the time first entrusted the drafting of the code to experts and then to Parliament. But, he added, the context at that time was that the country had made commitments which it was bound to honour vis-à-vis the European Union. What remains constant, according to the panellists, is that the government makes a subjective selection of organisations participating in the development of legislation on the media, because the country still experiences a certain "duality" regarding civil society organisations. Some are close to the government; they may be associated because they are well-disposed towards the ruling regime. Others are close to the opposition. There are sometimes consultations that are strongly denounced by civil society.

Scores:

Individual scores:

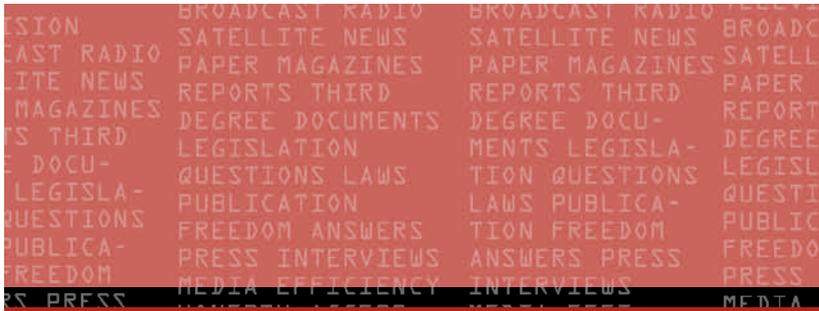


Average score:

2.0 (2010 = 2.4)

Average score for sector 1:

3.0



SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.



The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

Print

Togo has more than a hundred publications including daily newspapers, weeklies and magazines. But the panellists only mentioned monthly publications. Newspapers are distributed by street vendors or in news kiosks. But this is limited only to Lomé, according to a panellist, since newspapers are not distributed outside the city.

In some towns, they arrive 48 hours late. Even in that case, readers ignore the newspaper outlets. Nearly all newspapers are published in Lomé. There are only two weeklies in the regions of Mont Agou and Kara (in the north of the country). Apart from the national daily *Togopresse*, there are a number of private titles like *Liberté* and *Forum de la semaine*. "But out of all the titles, only 25 are published regularly. The rest follow the rhythm of events," a panellist explained.

The general impression is that citizens do not read newspapers owing to the relatively high cost. Indeed, a daily paper costs 250 CFA, about half of a US dollar, when the average monthly revenue of a worker has risen from 28 000 CFA (56 US\$) to 35 000 CFA (70 US\$).

Radio

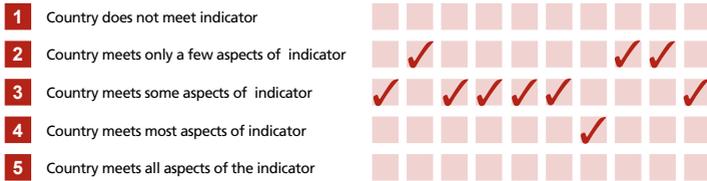
Togo has about 83 radio stations. Unlike newspapers, radio sets are to be found in nearly every home. This further democratises access to radio in a country where the two national stations "*Lomé Kara*" and "*Radio Lomé*" face competition from several private stations. A panellist stresses that the national radio station does not cover the zones of the Plateaux (the south-west) and the *Savanes* (the north).

Television

Television sets are to be found in homes with a certain buying power. There are about ten private television stations, one of which is on satellite. The main channels are: national television TVT, LCF (satellite), TV2, TV7 and RTDS. The Canal+ bouquet does not yet provide access to national television. A private operator, *Média Plus*, is taking over the signal of the national television. Access to electricity remains an obstacle.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.8 (2010 = 2.9)

2.3 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

The national daily *Togopresse* and the official press agency Atop enjoy no editorial independence, prompting panellists to say that they are not public service media but state media. These two state news agencies are criticised for not covering the activities of the political opposition parties. The Minister of Communications can intervene directly in their editorial content via the editors. There is considerable interference from the public authorities in the state media, which side with government and censor the opposition. Yet, as one panellist points out, Article 4 of the Press Code mentions the public interest mission of the press. This Article, quoted by a panellist, stipulates that “the State shall take all measures necessary to guarantee equality and free competition to any media, public or private, print or broadcast, in order to facilitate the general-interest mission of the press and other means of communication and information”.

The trade union centre STT (Synergie des Travailleurs du Togo) frequently complains about the lack of coverage of its activities by the state media, which, although invited and present, produce no reports. It seems that the dissemination of information, or the treatment thereof with a view to its dissemination, depends on the nature of such information vis-à-vis the government.

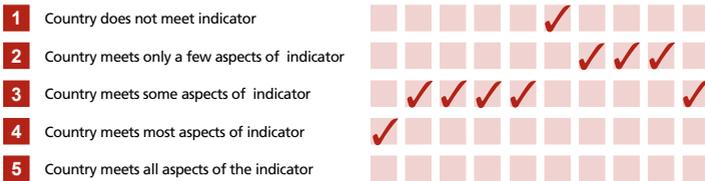
2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

"...but it is difficult to know who the owner is."

Concentration of the media is limited by paragraph 2 of Article 4 of the Press and Communications Code. The law stipulates that "No natural or legal person may directly or indirectly control more than 20% of the published titles or radio or television stations". Concentration is unproven according to the panel, but financing of certain media by politicians is suspected. "It can be said that behind a given medium, such and such a politician or public figure is to be found. It can also be said that such and such a newspaper is of such and such political leaning, but it is difficult to know who the owner is" says a panellist.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2010 = 3.7)

2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

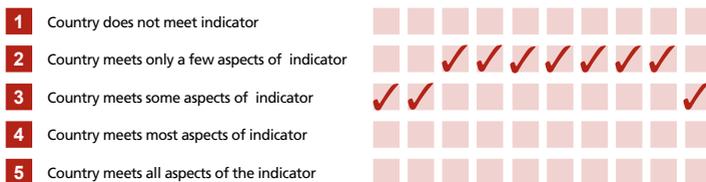
The information provided does not confirm the economic viability of press bodies, which jeopardises their independence as some of them are affiliated to opposition or government "blocks". Press organisations pay taxes, but there are no central purchasing bodies providing printing inputs for newspapers, which have no choice but to source such products from the market.

Aid to the value of 75 million CFA (150 000 US\$) is allocated annually to the press. It was 350 million CFA (700 000 US\$) in 2010, "a year when journalists were more reliable, according to the authorities," commented a panellist. To receive press aid, which is granted by a committee, the media must meet certain criteria, like having headquarters, being published regularly, respect for ethical compliance, and the size of the editorial team. One component of press aid is

reserved for training. The presidency grants donations to the media in the form of computers and video recorders. Owing to their poor viability, media house "appear and disappear all the time," said a panellist. Some newspapers are created solely for a particular event or, as one panellist put it, to suit the owner's mood.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2010 = 2.5)

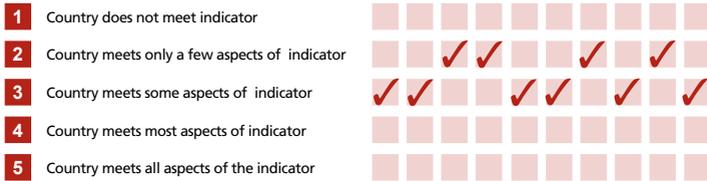
2.7 All media fairly represent the voices of both women and men.

In comparison to a recent period, the panel asserts that women's voices are heard more and more in the media. In the field of reporting, a panellist explained, reporters are often confronted with "women's demands", who want their voices to be heard. Women also frequently intervene during radio chat show programmes. However, disparities remain, which the media are striving to eliminate. Certain stereotypes exist, creating a negative image of women in the media. Women's voices are sometimes stigmatised in the media. Often these stereotypes are negative, like when the iron lady or the panther-woman ("*npong*" in the national language *Éwé*) are referred to.

On certain issues women's voices are heard in the media because of their expertise. In political debate on the media men are more present, although women's inputs are often considered relevant.

Scores:

Individual scores:



Average score:

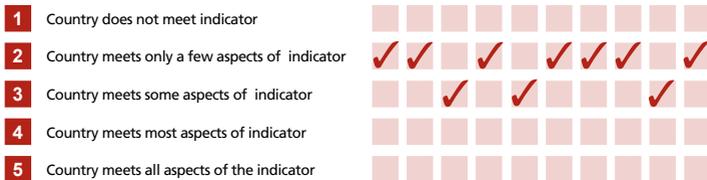
2.6 (2010 = 2.3)

2.8 All media fairly represent the voices of society and its minorities in its ethnic, linguistic, religious diversity.

The public media, particularly radio, give a voice to Christian and Muslim minorities. The various traditional chiefs in the country may express themselves freely in the media. Most radio stations are limited to the national languages *Éwé*, *Kabiyé* and *Mina*. The state radio stations present newscasts in *Éwé* and *Kabiyé*, while private stations add *Mina*⁴. Only a single publication, *Togopresse*, brings out an alternate edition, in both *Éwé* and *Kabiyé*. *Gamessou* ('It is time') was published in *Éwé*, but has since disappeared.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2010 = 2.5)

⁴ Togo has more than 30 national languages, but *Éwé* and *Kabiyé* are the most widely spoken, together with *Mina*

content is the same on all the channels. The “morning” programmes broadcast by the television stations illustrate the lack of originality and production work in the private broadcasters.

In order to turn the situation around, initiatives to promote programme quality are being supported by technical and financial partners in Togo. Examples are the Human Rights Media Prize awarded by the UN High Commissioner for Human Rights, and the three prizes for Gender and Reproductive Health launched in 2013 by the United Nations Population Fund.

Apart from sport, there are no special interest channels.

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								

Average score:

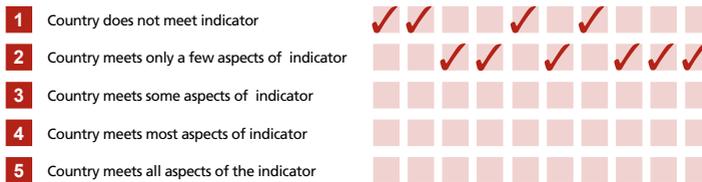
2.8 (2010 = n/a)

2.11 The country has a coherent ICT policy and/or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

As a whole, no overall ICT policy exists. However, Togo has adopted an Information and Communications Technology policy document which aims to develop centres of interest in this field. In the large cities, the private sector is trying to promote multimedia centres. NGOs like *Plan International* and others contribute to expanding ICT access and installing computers in certain communities. The migration from analogue to digital is unheard of outside the capital.

Scores:

Individual scores:



Average score:

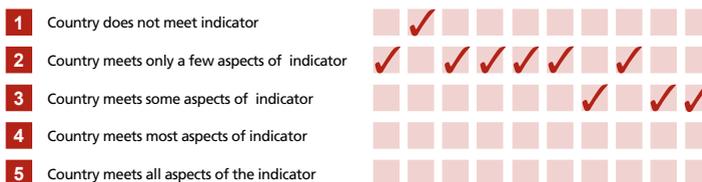
1.6 (2010 = 1.5)

2.12 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

The government awards advertising contracts to “right-thinking” media. Some newspapers which used to receive contracts have been deprived of them since adopting a different position. Editors who had complained about receiving no advertising from the government were once more granted contracts as soon as they switched back to their former allegiance. Dailies like *Liberté* and *Alternatives* still complain that they get no advertising from the state. One panellist claims to know radio bosses who have given orders never to hand the microphone to certain targeted people, in order to continue receiving advertising from “certain clients”. Community radios receive a percentage of state advertising.

Scores:

Individual scores:



Average score:

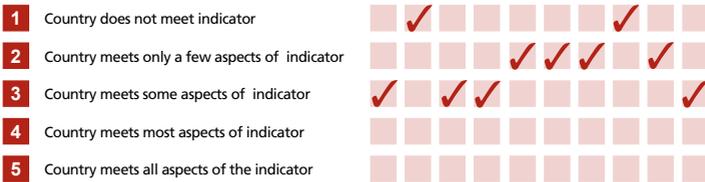
2.2 (2010 = 1.9)

2.13 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

The main advertisers are the state, telecommunications companies, small and medium-sized companies, import dealers, the *Port autonome de Lomé* and the National Lottery. Telephone companies have perennial contracts with the media. The state advertises on an ad hoc basis, such as when calling for tenders.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.2 (2010 = 1.4)

Average score for sector 2:

2.1

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the State broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

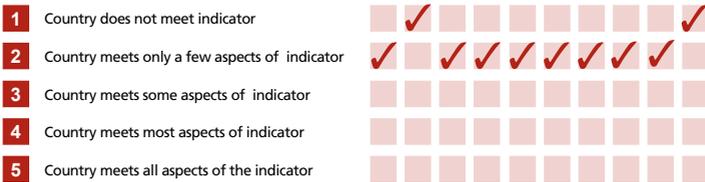
Broadcasting regulation is transparent and independent; the State broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

The only laws referred to by the panel are the Press Code and the fundamental law governing the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC). Specifications do however exist which legislate on the fees to be paid by the broadcasting sector. It is precisely in these specification tables that the advertising percentages for the community radios are laid down. No monitoring exists except for tobacco advertising and traditional healers. Radio stations pay fees; a commercial station like *Kanal FM* pays the fee of 1 125 000 CFA (2 250 US\$) per quarter, but payments are staggered. Radio stations also pay taxes.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.8 (2010 = 2.3)

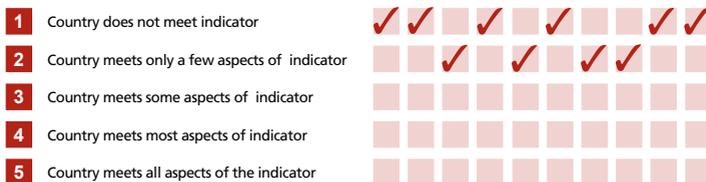
3.2 Broadcasting is regulated by an independent body that is adequately protected by law against interference and whose board is not dominated by any particular political party and is appointed – in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

The Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) is the regulatory body. It is indispensable according to the law. Its nine members are appointed. Four of them are named by the President of the Republic. Among the five proposed by the National Assembly, two come from media organisations. The panel considers that, in the legislation and in practice, no independence is provided within the HAAC. The current chairperson of the HAAC is a member of the Central Committee of the party in power, the UNIR (Union pour la République), and occupies a ministerial post. According to Article 7 of the law on the HAAC, members are appointed for a renewable 5-year term. The term is not revocable.

In addition to the HAAC, there is the Observatoire Togolais des Médias (OTM), a court of peers, consisting of 7 members drawn from civil society, the Union of Independent Journalists of Togo (UJIT) and the National Council of Media Owners (CONAPP).

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.4 (2010 = 2.1)

3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

Article 45 of the law on the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) stipulates that the Supreme Authority “grants the authorisations to install and operate, bearing in mind the public interest potential of each project, the priority imperatives of safeguarding pluralism and the currents of socio-cultural expression, the diversification of operators; the need to avoid abuse of rank as well as practices impeding free competition; experience acquired by the applicant in communication activities...”.

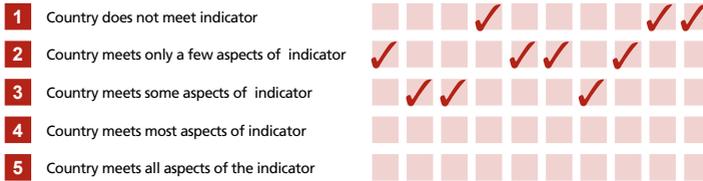
The panellists feel that the HAAC does not ensure equity. It acts slowly and does nothing where Togolese television is concerned. For example, at the time of the last presidential election in 2010, TVT did not respect the order of the slots allocated to the candidates. The HAAC sent them a warning only after the event.

There have been cases where the courts dismissed the HAAC rulings. A panellist cited the example of the journalist Daniel Lawson. A decision taken by the HAAC in February 2008 had permanently banned Daniel Lawson’s editorials on the private radio station *Nana FM* on the grounds that they constantly violated the rules of conduct and human dignity. But the Administrative Chamber of the Supreme Court of Togo nullified the HAAC’s decision to suspend the editorials and demanded that it restore the rights of the journalist and his radio station.

In 2011 the HAAC brought legal proceedings and sent a warning to the private radio station *Légende FM* regarding programmes it alleged were an invasion of privacy and incitement to tribalism. A panellist believes that, in reality, the programme in question upset the government. Before the amendment of the fundamental law on the HAAC, this body issued licences while the Telecommunications and Posts Regulatory Authority (ARTP) allocated radio frequencies. This is no longer the case as the HAAC has now inherited all those functions.

Scores:

Individual scores:



Average score:

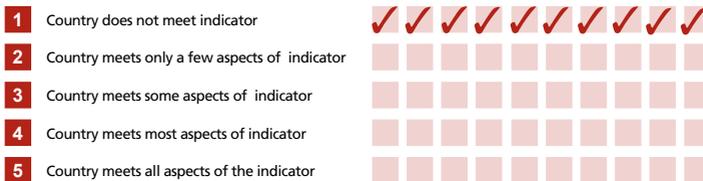
2.0 (2010 = 1.9)

3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through an independent board which is representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

The public broadcasters are the national daily *Togopresse*, the official news agency *Atop*, Togo Television (TVT), *Radio Lomé* and *Radio Kara*. Their chief executive officers are appointed by the Council of Ministers. Information available to panellists confirms that very often the chief executive of the state broadcaster is from the ruling party. Even if he is not politically active, he will be obliged to become so as soon as he is appointed to such a senior post.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.0 (2010 = 1.0)

3.5 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practised to ensure balanced and fair news and current affairs programmes.

The public broadcaster is regulated by what one panellist described as out-dated legislation, dating back to the 1970s. Such legislation continues to make civil servants out of broadcasters, with no possibility of enjoying editorial independence.

Due to the existence of interference it is difficult for them to offer balanced editorials. "Part of a report may be broadcast in the first edition of a television newscast and then dropped in the second edition for reasons of sanctions," a panellist said.

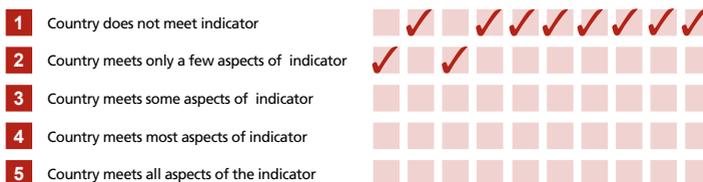
"...a TVT journalist declared that the strike had been suspended, which was not the case. The STT had to contact the private media to set the record straight."

On national television, a programme presenting candidates for the general election on 25 July 2013 devoted half an hour of airtime to UNIR candidates (Union pour la République, the ruling party). During a series of fires in Lomé's *grand marché*, all the "non-disruptive communiqués" of civil society organisations were covered by national television, which was not the case of other communiqués "considered delicate".

This is not conducive to equity, particularly since, as a rule, some people are forced to resort to the private media to "set the record straight". A panellist cites the example of the second strike, in April 2013, of the Synergie des travailleurs du Togo (STT): "While the union was in the middle of negotiations with the government, a TVT journalist declared that the strike had been suspended, which was not the case. The STT had to contact the private media to set the record straight".

Scores:

Individual scores:



Average score:

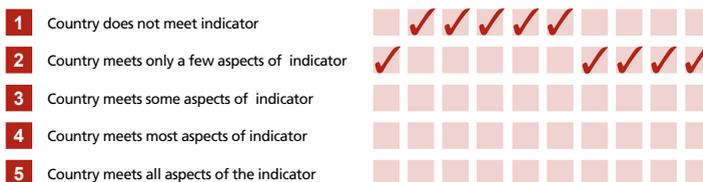
1.2 (2010 = n/a)

3.6 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from political interference through its budget and from commercial pressure.

The budget of the national broadcaster forms part of the budget of the Ministry of Communication. According to a panellist who consulted the site *togoreformes.com*, the budgets of *Radio Lomé* and *Radio Kara* amount to a total of 28 million CFA (56 000 US\$). TVT's 2013 budget amounts to 343 million CFA (686 000 US\$). The low budget of the different public broadcasting bodies does not seem to be adequate to ensure consistent funding and protect them from political interference and commercial pressures. According to a panellist, the 'single coffer' policy ensures that even advertising revenue at TVT, which already charges no licence fees, are paid straight into the state coffers.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.5 (2010 = 1.6)

SECTOR 4:

The media practise high levels of professional standards.

The media practise high levels of professional standards.

4.1 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

Publications are very light on research. Some articles give a lot of importance to rumours, often “extrapolating” from the events. One panellist cited an example of a report not based on fact: “not long ago, a newspaper declared that a minister had suspended the Internet at the Directorate of Land Registry, whereas the minister concerned indicated that he had never been contacted to check that information”.

Failure to verify information and the mad scramble for scoops jeopardise professional standards. A panellist gave the example of Togo’s Groupe de Réflexion et d’Action, Femme, Démocratie et Développement (GF2D), which was celebrating its second anniversary in the presence of officials, guests and the press. “The next day, the newspaper headlines declared that the women had celebrated their rights,” he lamented.

The panel deplored the settling of scores between opponents via the press. The press has a lot of time to verify information, but the haste to go to press betrays the respect of professional standards. The example may be quoted of a group of journalists assembled in Kpalimé (120km north of Lomé) for a training session on reproductive health and practical exercises. “Instead of waiting for the specialists’ comments on the articles already drafted, the journalists went ahead and published them. The result was the sacking of the local hospital director,” said a panellist.

Riding on the back of articles written by someone else is another form of failure to respect professional standards. Sometimes the information is correct, but the approach chosen may be problematic. When a citizen sends in a corrigendum, the journalist complies while at the same time repeating the offence with an “editor’s note” aimed at avoiding the impression that he erred.

Failure to apply professional standards transpires more clearly in a situation where newspapers form two blocks: one favourable to the government, the other to the opposition. “This turns them into combat media, with the potential of active and passive manipulation,” a panellist points out. Failure to comply with professional standards brings about a weakening of circulation. Except for the national daily *Togopresse*, which runs a circulation of 12 000 copies, the circulation of the other publications is between 2 000 and 2 500 copies, according to the panellists. Some sell less than 500 copies per week.

One panellist insists that coverage of events is sometimes biased. “The media have often attributed statements to me that I have never made,” he declared. One and the same event covered by several media can be rendered with many differences. The public authorities do not like it when events where they have engaged the media are not given good coverage. A panellist cites the example of a private-sector journalist invited by the Presidency to provide media cover during a mission of the Head of State. “As the articles published on his return mentioned only the perks of the trip, the journalist was never invited again.”

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>																		
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>																		
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>																		

Average score:

2.2 (2010 = 2.1)

4.2 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by independent/ non-statutory bodies that deal with complaints from the public.

A code of ethics applicable to all media does exist. It is promoted by the Observatoire Togolais Des Medias (OTM), which brings all the media together. It is an independent body which acts as a tribunal of peers. Any citizen who feels aggrieved by the media may refer the matter to the OTM. The *Observatoire* invites the different parties, hears them, and if it believes that the journalist has not observed the standards, invites him/her to rectify the situation equitably. Once the *Observatoire* has succeeded in resolving a dispute between the media and a citizen, it can publish an announcement to that effect in a communiqué. In the case of a journalist who does not comply, the OTM can publish a communiqué reporting that the journalist's attitude is contrary to the code of ethics. The panel feels that the OTM plays its part but has no binding authority. On his/her side, the complainant can refer the matter to the Supreme Broadcasting and Communications Authority (HAAC) or go to court.

Many cases of infringement have been referred to the OTM. The one mentioned by a member of the panel concerns a dispute between the publication manager of

The specificity of community radios is that their staff is made up of non-remunerated volunteers. These have neither insurance nor social benefits. "When they are ill, they have to manage to buy their own medicine. Some have leave days. The bosses take care of them on a humanitarian basis in case of accidents at work. In the event of bereavement death the colleagues contribute," a panellist testified.

"In the event of bereavement death the colleagues contribute."

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Country meets all aspects of the indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Average score:

1.3 (2010 = 1.4)

4.4 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

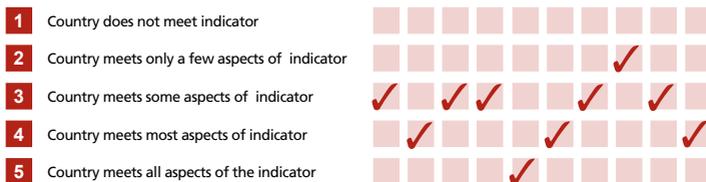
The main unions and associations are the Syndicat National des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT), the Syndicat des Agents de l'Information, Techniciens et Journalistes des Organes Publics (SAINTJOP), the Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO), the Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), the Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) and the Association SOS Journalisme en Danger.

In the public sector, journalists are active in unions. In the private sector, they are slowly beginning to progress. The efficiency of associations and unions depends on the social climate in the country. One panellist pointed out that journalists' unions in the public sector are addressing several demands.

The main obstacle, according to a panellist, is that employers do not recognise the unions. It often happens that associations or unions take their cases to court via their lawyers.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.4 (2010 = 3.6)

4.5 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

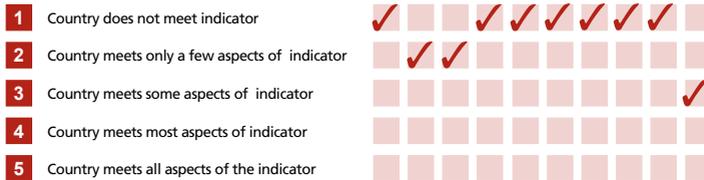
There is general consensus that corruption exists. Yet, the panel pointed out, the Press Code advocates adherence to the code of ethics. Civil society, whose organisations frequently invite journalists to provide media coverage for their activities, thinks that it does not have a corrupt relationship with journalists. “We reimburse their transport costs because, essentially, we consider that journalists are volunteers,” explained a panellist. This practice has become so common that organisers of public events draw up a budget for the reimbursement of press transport costs. In Lomé, 3 000 CFA (6 US\$) is paid for a journalist’s travel expenses. “In the interior of the country, television charges between 5 000 and 25 000 CFA, (10 to 50 US\$)”, said a panellist. The organisations fear that if nothing is paid to the journalists who come to cover their activities, the information will not be broadcast or published. Civil society declares that it systematically reimburses transport costs to TVT and TV2, but that reports are not always broadcast. It also happens that journalists are paid the “transport price” and report unfavourably.

To get past this practice, which concerns journalists directly, media owners have met and have themselves set an amount of 25 000 CFA (50 US\$) to be charged to civil society organisations wanting their activities to be covered. “They come to pay directly at the accounts department and their activity will be covered,” confirmed a panellist. Certain media owners believe that civil society organisations receive a lot of money from their donors and must pay for their activity to be covered. To legitimise the practice, some point out that if the state media themselves have set a quota, there can be no reason why the private media should not do the same.

Such practices confirm the panel’s impression that the source of information now has to pay the journalist who comes to gather the information. It creates a climate of greedy profit grabbing, says a member of the panel, for whom “this practice weakens the media”. The only ray of sunshine in this gloomy picture comes from journalists who refuse to take money. *Nana FM* forbids its journalists to accept reimbursement of transport costs.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.4 (2010 = 1.5)

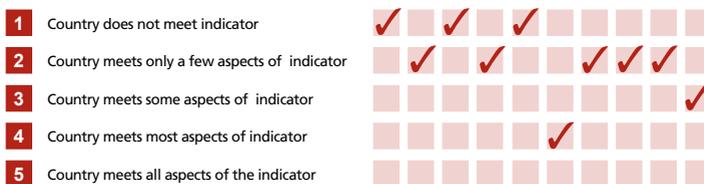
4.6 Journalists and editors do not practise self-censorship in in the private broadcasting and print media.

Essentially, the media owner does not allow information with which he/she does not agree to be published. Self-censorship exists. It is often practised in order not to prejudice the interests of the boss. Even if a conscience clause exists, editors are cautious. "If the media owner is friends with a person in authority, the editors will be cautious when writing about that person. The owner's friend and the owner's family may push journalists to self-censorship," he stressed. Self-censorship also concerns the interests of advertisers. If one writes against certain companies, they may refuse to give further advertising.

"If the media owner is friends with a person in authority, the editors will be cautious when writing about that person"

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.0 (2010 = 1.5)

4.7 Media professionals have access to training facilities offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

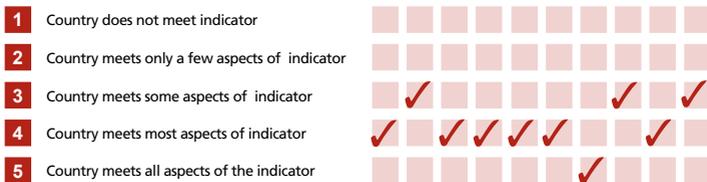
Some journalists make no distinction between fact and comment. This is because they are not well trained. Consequently they ignore ethics. The hunt for the sensational and the journalist's thirst for public recognition result in the facts being left aside. Lacking training, some journalists are incapable of respecting the principles of equity and accuracy of information. Panellists think that there is a discrepancy in this regard between the private and public media, which is why, according to one of them, the national public daily *Togopresse* seems more professional.

Yet training schools exist even if there are not many of them in the private sector. The École Supérieure des Techniques et Arts de la Communication (ESTAC) runs a diploma course in journalism. On its side, UJIT organises subject-specific training. Those who participate in this training are sought after by media houses and selected according to their particular focus. But one panellist feels that this is of no use. "I am upset when I realise that certain journalists are incapable of writing an article correctly," lamented another.

The lack of training is a source of job insecurity resulting in mobility among journalists, who do not stay with the same media house. The profession of journalist is usually only a springboard to something else.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.8 (2010 = 3.3)

The way forward

1. What were the developments in the media environment in the last two/three years?

Positive developments

- More training is offered to journalists.
- There are more opportunities for women in the media.

Negative developments

- Passing of the law to amending the fundamental law relating to the Supreme Audiovisual and Communications Authority (HAAC).
- Attempts by the public authorities to take control of editorial content in the private media.
- Failure by the public authorities to honour their commitments.
- Journalists regularly called before the Court, which testifies to a decline.
- Existence of bipolarity between two blocks of journalists (those favourable to the government and those favourable to the opposition).
- Aggressiveness of politicians towards journalists.
- Degradation of working conditions and salary levels.
- Media is absorbed with their day to day business.
- Assaults on journalists in the exercise of their duties by law enforcement officers and citizens.

2. What kinds of activities are needed over the next years?

Greater involvement of civil society in favour of the media

- Civil society should denounce the shortcomings of the media and those of the state vis-à-vis the media.
- The state should increase the amount of aid to the press.
- The OTM (Observatoire togolais des medias) should create prizes to encourage quality in the media.
- Journalists' associations and the state should work towards drawing up a collective bargaining agreement.
- The state should transform the state media into true public service media.
- The state, the media professionals' associations and the technical and financial partners should strengthen the capacity of media practitioners.
- The state and the political parties should contribute to improving relations between the media and the security forces.

This panel convened in Kpalimè from 29 to 30 June 2013.

Panellists:

Media:

1. Epiphanie Houmey Eklou Koevanu
2. Gagalo Bénéti
3. Jonas Sopoh
4. Lawson-O Nadou
5. Raymond Sodj

Civil Society:

6. Gbodui Etienne Kossivi
7. John Zodzi
8. Patricia Adjisseku
9. Rita Gbodui
10. Thérèse Djemba

Rapporteur:

Sadibou Marong

Moderator:

Ibrahima Sané

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

fesmedia Africa
Windhoek
Namibia
Tel: +264 61 417500
Fax: +264 61 237441
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia-africa.org

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

08 B.P. 0620 Tri Postal
DY Cotonou
Benin
Tel: 00229- 67 67 04 65
Fax: 00229-21 30 32 27
E-Mail: [Cotonou\[at\]fes-westafrica.org](mailto:Cotonou[at]fes-westafrica.org)
www.fes-westafrica.org



ISBN No. 978-99945-77-05-7